

Table des matières 31.07.2014

No. Livraison: 8344037
 N° d'abonnement: 220051
 N° de thème: 220.51
 Coupures: 8
 Pages de suite: 50
 Total des pages: 58

Banque Cantonale de Genève
 Communication
 Quai de l'Île 17
 Case postale 2251
 1211 Genève 2

	Tirage	Page
01.08.2014 PME Magazine <i>Vivre sans travailler</i>	17'372	1
31.07.2014 bilan.ch <i>Ces administrateurs incontournables des sociétés cotées au SMI</i>	n/a	18
30.07.2014 bazonline.ch <i>«Ein Tabu für jedes Grossunternehmen»</i>	n/a	37
30.07.2014 bernerzeitung.ch <i>«Ein Tabu für jedes Grossunternehmen»</i>	n/a	40
30.07.2014 bo.bernerzeitung.ch <i>«Ein Tabu für jedes Grossunternehmen»</i>	voir total	44
30.07.2014 derbund.ch <i>«Ein Tabu für jedes Grossunternehmen»</i>	n/a	48
30.07.2014 tagesanzeiger.ch <i>«Ein Tabu für jedes Grossunternehmen»</i>	n/a	52
30.07.2014 tt.bernerzeitung.ch <i>«Ein Tabu für jedes Grossunternehmen»</i>	voir total	55

Date: 01.08.2014

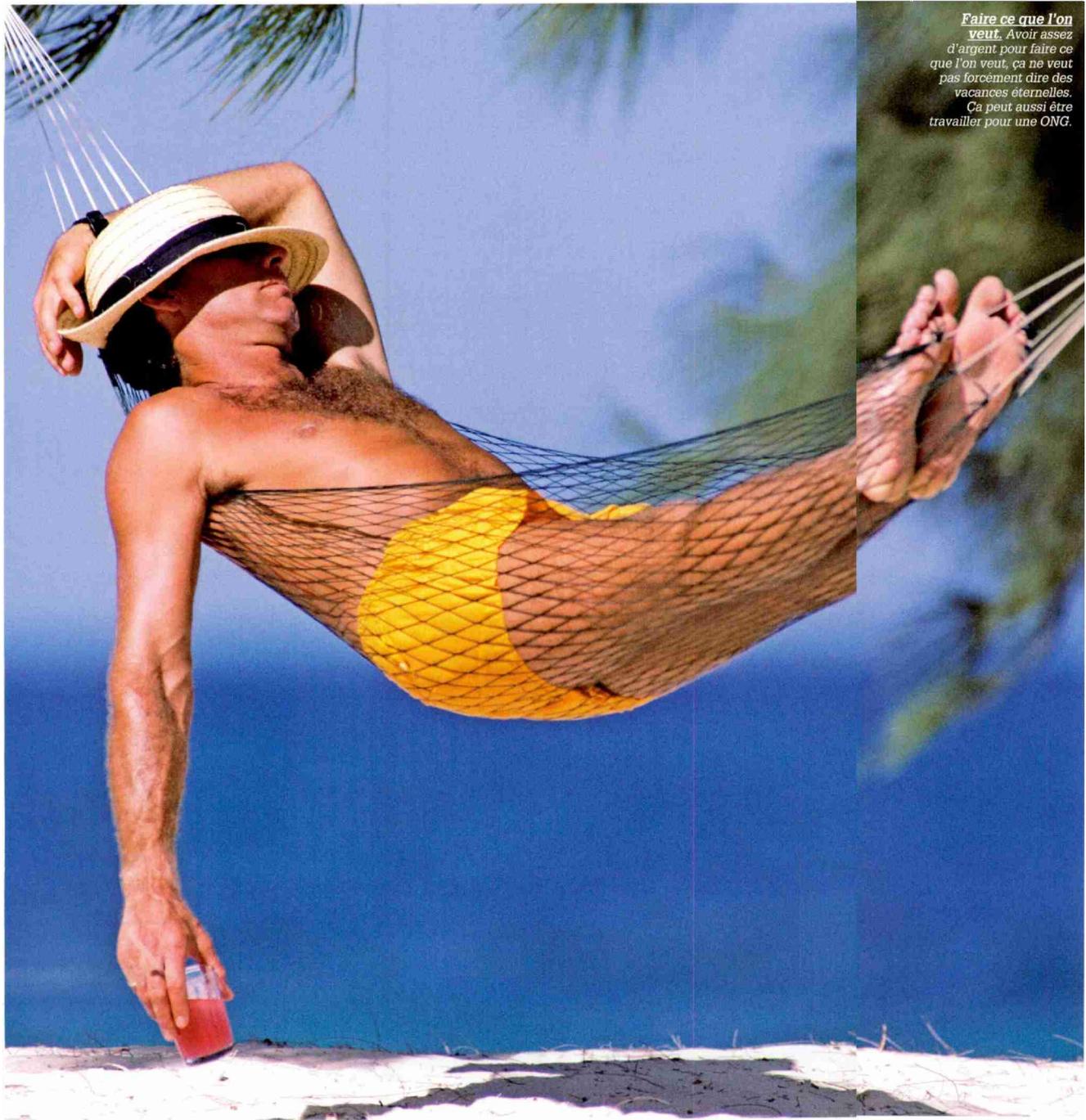
PME
MAGAZINE



PME Magazine
1203 Genève
022/ 919 79 00
www.pme.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Magazines populaires
Tirage: 17'372
Parution: mensuelle

N° de thème: 220.051
N° d'abonnement: 220051
Page: 76
Surface: 401'178 mm²



ARGUS
MEDIENBEOBACHTUNG

Observation des médias
Analyse des médias
Gestion de l'information
Services linguistiques

ARGUS der Presse AG
Rüdigerstrasse 15, case postale, 8027 Zurich
Tél. 044 388 82 00, Fax 044 388 82 01
www.argus.ch

Réf. Argus: 54690562
Coupure Page: 1/17
Rapport page: 1/58



Vivre sans travailler

Arrêter de travailler longtemps avant l'âge de la retraite, c'est possible, en suivant une planification financière stricte. Sans oublier que, même si l'on possède une fortune suffisante, plusieurs problèmes administratifs se posent. Suivez le guide.

Par Olivier Toublan

Il y a ceux qui travailleront jusqu'à leur dernier souffle. Et ceux qui aimeraient un peu profiter de la vie. Vous êtes dans cette seconde catégorie et vous aimeriez arrêter de travailler? Grâce aux économies d'années de labeur? Mais comment savoir si elles sont suffisantes pour maintenir son train de vie jusqu'à la retraite et au-delà? Et quels sont tous les problèmes administratifs que rencontrent les personnes qui arrêtent leur activité lucrative? Suivez le guide, avec les réponses des différents experts interrogés: Albert Gallegos, chef du Conseil patrimonial et de la prévoyance à la BCGE, Oreste Burki, spécialiste AVS, Sonia Vonlanthen, spécialiste du 2e et du 3e pilier, directrice de Vonlanthen Consulting, Isabel Balitzer, déléguée à la communication du Département des finances du canton de Vaud et Pierre Curchod, adjoint au Service des impôts du canton de Vaud, ainsi que Marc Bachmann, chargé de communication à la

Vaudoise Assurances.

Calculer ses besoins financiers

Première étape indispensable avant d'arrêter de travailler, calculer quels seront vos besoins financiers futurs, une fois sans activité lucrative. Comme ils ne devraient pas être essentiellement différents de vos besoins actuels, en tant qu'actif, la première étape est simple. Il suffit de répondre à la question: sur une année, combien dépensez-vous?

1 | Déterminer vos dépenses annuelles d'actif

Savoir combien l'on dépense chaque année? Personne ne fait vraiment le calcul. Il le faudra pourtant, de nombreuses apps peuvent d'ailleurs vous aider. Les dépenses étant souvent récurrentes, faire ce calcul sur trois



ou quatre mois est probablement suffisant.

Mais n'oubliez pas d'être précis, de noter avec constance toutes vos dépenses, en les triant par catégorie. Tout doit être pris en compte. Les dépenses courantes, bien entendu, mais aussi toutes les dépenses récurrentes, comme les assurances, un leasing ou le remboursement d'une hypothèque. Dans ce calcul, n'oubliez pas de rajouter les éventuelles dépenses actuellement prises en charge par votre entreprise: frais de téléphone, voiture, appartement de fonction, etc.

Par contre, dans cette première phase, on ne prend pas en compte les impôts. Nous allons les calculer à part. En effet, quand vous aurez arrêté votre activité lucrative, ils seront probablement inférieurs à ceux que vous payez actuellement en tant qu'actif (voir le point 4 ci dessous)

2 | Déterminer votre budget

Une fois vos dépenses annuelles actuelles établies, l'étape suivante va être de déterminer quelles seront vos dépenses réelles futures. A vous de voir si vous voulez conserver votre train de vie à son niveau actuel ou si vous pensez pouvoir vous restreindre dans certains domaines, si certaines dépenses ordinaires, comme les frais d'habillement, et extra-ordinaires, comme l'achat d'une nouvelle montre de luxe, ne pourraient pas éventuellement être réduites.

N'oubliez pas d'inclure à ces dépenses les charges d'assurances que votre entreprise ne va plus payer.

3 | Dépense-t-on plus quand on ne travaille plus?

On pourrait penser que l'on dépense plus après avoir arrêté son activité lucrative, ayant plus de temps à disposition. Pourtant, Albert Gallegos, de la BCGE, est assez catégorique: on constate que les premières

années après la fin de la vie active, les dépenses augmentent, les gens ayant tendance à se faire plaisir. Puis elles reviennent rapidement à la moyenne des dernières années actives.

«Les premières années après la fin de la vie active, les dépenses augmentent.»

L'âge a aussi son importance: on constate également que les gens commencent à moins dépenser à partir de 75 ans. Ils partent moins loin en vacances, ont moins fréquemment des dépenses extra-ordinaires, comme l'achat d'un nouveau véhicule, voire la rénovation ou l'agrandissement de leurs immeubles.

4 | Le calcul des impôts futurs

Une fois votre budget annuel déterminé, reste à calculer le montant d'impôts que vous allez devoir payer. Rien de plus simple: vous pouvez faire la simulation sur le logiciel d'impôts de votre canton.

Pour vous donner un ordre d'idées, sur les cantons de Vaud et de Genève, pour un couple sans enfants à charge, les impôts totaux (cantonaux, communaux et fédéraux) sur un revenu imposable de 100 000 francs sont d'environ 15 000 à 16 000 francs, le double pour un revenu imposable de 150 000 francs.

A cela s'ajoute l'impôt sur la fortune. Grosso modo entre 6 et 8 pour 1000 si votre fortune se chiffre en millions. Autrement dit, si vos rentes vous rapportent 150 000 francs par an, avec 3 millions de fortune en banque, les impôts ne vous laisseront que 100 000 francs environ à dépenser



pour assurer votre train de vie. Et, l'impôt étant fortement progressif, avec toujours 3 millions de fortune en banque, il vous faudra des rentes d'environ 220 000 francs si vos dépenses annuelles nettes, hors impôt, sont de 150 000 francs par an. Rien de nouveau sous le soleil, certes, mais à ne pas oublier quand on fait ses petits calculs.

5 | Vos dépenses totales sans activité lucrative

Vous avez désormais toutes les données en main. Il suffit d'additionner vos dépenses annuelles futures aux charges fiscales.

Pour la suite de ce dossier, tous nos exemples se baseront sur des rentes annuelles imposables de 150 000 francs, qui serviront à payer vos impôts et couvrir vos dépenses courantes, d'environ 110 000 francs par année. De quoi bien vivre en couple, sans grand luxe certes, mais sans non plus constamment regarder à la dépense.

Combien faut-il de capital?

Une fois vos besoins de financement totaux déterminés, reste à savoir quel est le capital dont on a besoin pour cesser de travailler à un âge donné. Le tableau ci-contre répond à la question.

1 | Une somme en millions

Un tableau qui mérite une courte explication. Pour continuer avec notre exemple, si vous avez besoin de 150 000 francs par année pour vivre et que vous avez 50 ans, un capital d'environ 3,6 millions de francs est nécessaire, si vous êtes d'accord de consommer ce capital (*tableau du haut, ci-contre*), et de 5 millions si vous voulez le conserver pour vos héritiers (*tableau du bas*). Dans

les deux cas, ces calculs sont faits sur la base d'un rendement très réaliste du capital, de 3% par an, tous frais de gestion déduits. A noter que ce capital comprend tout: vos comptes en banque, vos titres mais aussi vos bien immobiliers, votre deuxième et votre troisième pilier. En effet, dans tous les cas, ces sommes sont une épargne dont vous allez pouvoir profiter.

2 | Comment économiser et investir pour arriver à cette somme?

Il n'y a pas de miracle. Soit vous gagnez au loto, soit vous espérez un gros héritage, soit vous investissez tout au long de votre vie active pour épargner suffisamment. Que ce soit dans des titres, dans de l'immobilier ou pourquoi pas dans sa propre entreprise, que vous pourrez revendre si vous voulez prendre une retraite très anticipée.

Quoi qu'il en soit, la construction de ce capital nécessite une vraie discipline financière sur le très long terme.

Surtout, comme vous le dira n'importe quel banquier, inutile de tenter de faire des «coups» en Bourse. Certes, ça peut réussir une fois ou deux, mais les probabilités sur le long terme sont vraiment faibles. Celles de tout perdre dans ce genre de pari sont nettement plus élevées.

3 | La recette? De la persévérance

Pour accumuler un capital conséquent, la recette la plus efficace est simple: investir chaque mois une somme déterminée, quel que soit le comportement des marchés. Si possible en actions, puisque, sur le long terme, cela reste l'instrument dont le rendement est le plus intéressant. Sans oublier qu'en Suisse, les plus-values réalisées sur vos investissements en actions ne sont pas imposées par le fisc.



4 | La recette (bis)? Des nerfs solides

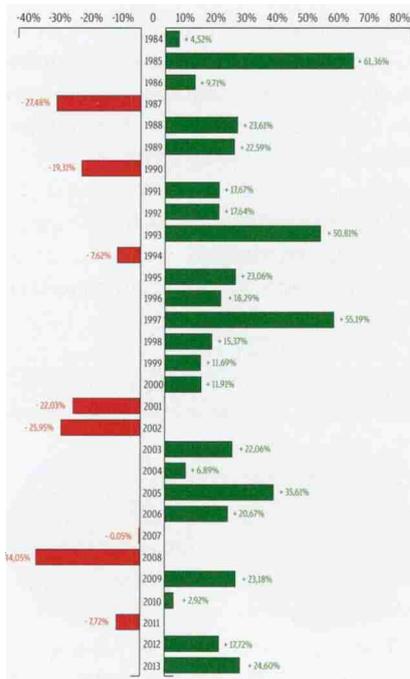
Une telle stratégie demande d'avoir les nerfs solides. En effet, si, sur les 30 dernières années, le rendement moyen des actions a été de plus de 9%, vous aurez quand même dû subir cinq années de forte baisse (voir le graphique ci-contre). De quoi déprimer quand vous voyez la valeur de votre portefeuille fondre comme neige au soleil. C'est pourtant dans ces périodes difficiles qu'il ne faut pas paniquer et s'en tenir à sa stratégie. Sinon, on risque fort de manquer les rebonds des marchés.

N'oubliez pas non plus, ces deux dernières décennies, que malgré le krach de 2000-2001 et celui de 2008, vous aurez aussi bénéficié de quelques années impressionnantes, comme 1993 et 1997 où, à chaque fois, l'indice SPI des actions suisses a pris plus de 50%.

Résultat, 10 000 francs investis en actions suisses tous les 1er janvier depuis 1983 vous donnent un capital actuel d'environ 1,1 million de francs (y compris des frais de gestion de 1% par année).

5 | Et s'il y a un nouveau krach boursier?

Il est certain que sur toute la durée de votre épargne, vous allez essayer plusieurs krachs boursiers. Ce qui ne doit pas vous faire oublier que, historiquement, sur n'importe quelle période de dix ans, la Bourse suisse a toujours affiché un rendement positif. Y compris durant les rares périodes qui ont connu plusieurs krachs boursiers, comme celle qui inclut les années 2001 (-22%), 2002 (-26%) et 2008 (-34%). Il est vrai qu'au final, une décennie qui inclut ces trois millésimes n'aura pas apporté des rendements farmineux, mais ils restent néanmoins positifs. Tout juste, il est vrai.



Performance annuelle. Malgré les krachs fréquents, la performance de la Bourse suisse (ici en %) est largement positive. Ces 30 dernières années, le rendement moyen des actions helvétiques a été de plus de 9%.

Que faire de son capital?

Vous avez un capital suffisant pour arrêter de travailler. Reste encore à savoir que faire de cette épargne.

La laisser sous votre matelas et prendre quelques billets chaque jour n'est sans doute pas la stratégie la plus opportune. De la même manière, tout placer en actions n'est probablement guère plus recommandable. Pour limiter les risques mais quand même obtenir du rendement, une stratégie classique de diversification est préférable, comme vous le recommandera votre conseiller financier.

1 | Que faire de son capital ?



N'oubliez pas que vous allez avoir besoin de ce capital et de ses revenus pour vivre. S'il est totalement investi en produits risqués et que le marché s'effondre, votre trésorerie s'en trouvera fortement impactée sur le court terme, et donc, par conséquent, votre train de vie. A contrario, n'investir que dans des produits sans risque obérerait fortement le rendement de votre capital, et diminuerait votre revenu disponible.

Il faut donc choisir une voie médiane. En n'oubliant jamais que, plus vous attendez de rendement de vos capitaux, plus vous allez devoir prendre de risques.

2 | Pour ne prendre aucun risque

Si l'on ne veut prendre aucun risque avec son capital, c'est possible, mais les taux d'intérêt actuellement très bas impliquent un rendement misérable.

Pour exemple, le taux d'intérêt de l'emprunt le plus sûr qui soit à l'heure actuelle, les obligations de la Confédération à 10 ans, tourne autour des 1%. Et il ne devrait guère augmenter ces prochaines années si l'on en croit les prévisions des banques centrales. Si vous pouvez vous contenter de ce rendement tant mieux, mais pour arriver aux 150 000 francs de revenus annuel dont nous parlons dans notre exemple, cela nécessite un capital de 15 millions de francs! Bonne chance au prochain tirage de l'Euromillion.

3 | Déléguer le risque à des tiers

Il existe une autre possibilité de se prémunir des mauvaises surprises, en déléguant le risque de l'investissement à des tiers, via une assurance vie ou une rente viagère. Dans ce cas c'est l'émetteur, banque ou assurance, qui supporte le risque puisque, contre un versement en capital, il vous garantit une rente régulière.

Avantage fiscal, ces rentes viagères ne

sont imposées en tant que revenu qu'à 40%. Par contre, l'achat de tels produits n'est actuellement pas recommandé car le niveau de la rente est essentiellement déterminé par celui des taux d'intérêt, très bas actuellement comme on vient de le dire. Si vous voulez néanmoins privilégier cette solution, pour ne plus avoir aucun souci du côté de vos revenus, il est probablement sage d'attendre encore quelques années, en espérant que d'ici là les taux aient remonté.

4 | Dans quelle monnaie?

Si vous restez en Suisse, le franc suisse, clairement. Et si vous vous installez à l'étranger, le franc suisse également, recommandent les banquiers. En effet, historiquement, la devise helvétique reste une monnaie refuge et conserve sa valeur quand presque toutes les autres s'effritent. Pour rappel, le dollar a perdu plus de 30% de sa valeur par rapport au franc suisse ces dix dernières années, l'euro plus de 20%. Sur le long terme, c'est donc clair, il faut actuellement privilégier le franc suisse, et la situation ne devrait pas changer ces prochaines années.

5 | Tenir compte de l'inflation

Vivre de ses rentes jusqu'à la fin de sa vie impose aussi de tenir compte de l'inflation dans vos calculs. Une inflation qui, en Suisse, a été bien maîtrisée ces 20 dernières années. En moyenne, elle est inférieure à 0,7% annuel depuis 1994. Tout juste supérieure à 0,5% annuel ces 10 dernières années. Au vu de la politique maîtrisée de la Banque nationale, il est peu probable que cette moyenne change de manière importante ces prochaines années. Certes, une mauvaise surprise est toujours possible, mais dans ce cas, on peut aussi s'attendre à une hausse parallèle des taux d'intérêt, ce qui devrait doper vos rendements et



PME Magazine
1203 Genève
022/ 919 79 00
www.pme.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Magazines populaires
Tirage: 17'372
Parution: mensuelle

N° de thème: 220.051
N° d'abonnement: 220051
Page: 76
Surface: 401'178 mm²

compenser en partie la perte de pouvoir d'achat due à l'inflation.

6 | Le coût de gestion de sa fortune

Les stratégies de placement exposées de manière très simplifiée ci-contre sont un peu complexes à mettre en œuvre. C'est pourquoi les banquiers recommandent l'aide d'un professionnel.

Au début pour établir une planification précise de vos besoins financiers, ensuite pour mettre en œuvre votre stratégie d'investissement. Un travail qui bien entendu a un coût. Combien? De prime abord, votre banquier va vous demander quelque chose comme 1,5% de commission annuelle, tous frais inclus. Mais sachez que ce taux se négocie. Selon les professionnels interrogés, le coût d'un tel mandat ne devrait pas dépasser 1% de commission annuelle.

De quel capital avez vous besoin pour vivre sans travailler?

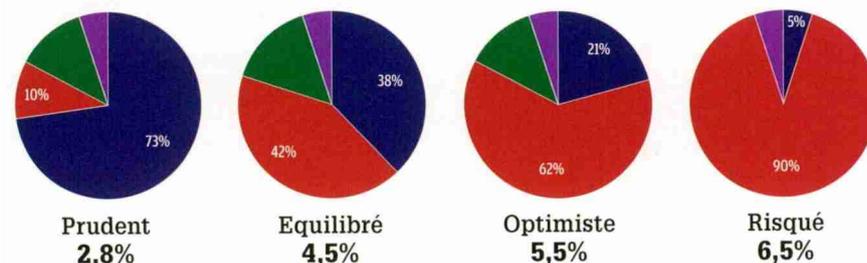
Besoin en revenu par an	45 ans	50 ans	55 ans	60 ans	65 ans
CHF 100 000	2 525 427	2 380 822	2 213 184	2 018 845	1 793 554
CHF 150 000	3 788 141	3 571 232	3 319 776	3 028 268	2 690 331
CHF 200 000	5 050 855	4 761 643	4 426 367	4 037 691	3 587 108

1. En épuisant votre capital. Ce premier tableau, calculé par Albert Gallegos de la BCGE, vous permet de déterminer le capital nécessaire selon vos besoins financiers annuels et votre âge. Attention, il ne restera rien de votre capital à votre décès, à 90 ans.

Besoin en revenu par an	Rdt espéré: 3% par an	Rdt espéré: 4% par an	Rdt espéré: 5% par an	Rdt espéré: 6% par an
CHF 100 000	3 333 333	2 500 000	2 000 000	1 666 667
CHF 150 000	5 000 000	3 750 000	3 000 000	2 500 000
CHF 200 000	6 666 667	5 000 000	5 000 000	3 333 333

2. Sans toucher au capital. Comme pour le premier tableau, ce second tableau vous indique le capital nécessaire selon vos besoins financiers annuels. Mais ici, vous ne touchez pas au capital. Vous ne vivez que du rendement du capital, qui pourra ensuite être légué à vos héritiers.

Quel rendement pour vos actifs?



Stratégie de placement. Rendement moyen selon quatre allocations d'actif, calculé par UBS sur ces onze dernières années. Auxquels il faut encore enlever environ 1% de frais de gestion.

■ Cash ■ Obligations
■ Actions ■ Hedge Funds



Un plan simple mais efficace

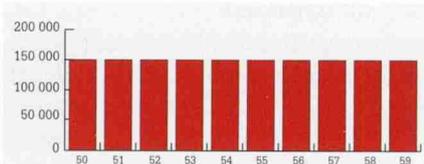
Albert Gallegos, de la BCGE, a développé une méthode aussi simple qu'efficace pour la gestion des actifs des personnes qui arrêtent de travailler avant l'âge de la retraite.

Nous allons l'expliquer dans les paragraphes qui suivent, avec les données suivantes:

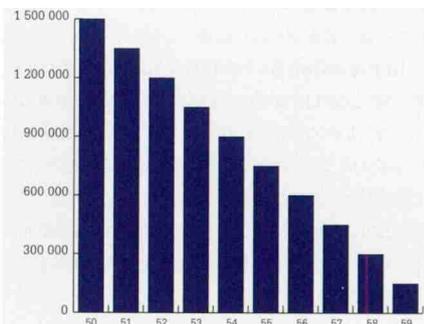
- vos besoins financiers annuels en tant qu'inactif se montent à 150 000 francs, y compris les impôts,
- votre fortune accumulée se monte à 3,6 millions de francs,
- vous cessez votre activité à 50 ans.

Au vu de son faible niveau ces 20 dernières années, nous ne tenons pas compte de l'inflation dans le calcul de cet exemple.

1 | De 50 à 59 ans

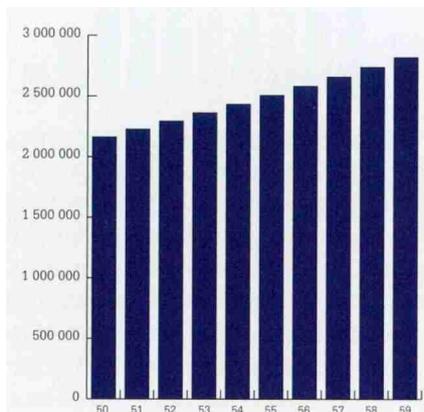


- **Vos besoins financiers annuels pour vivre:** 150 000 francs par an, qui seront totalement prélevés sur vos économies pendant ces dix ans.



- **Votre ponction dans vos économies pour la décennie:** Vous prélevez dans votre capital une somme correspondant à dix ans de vos besoins pour vivre, que vous allez dépenser petit à petit au cours de cette première décennie. Soit 1,5 million de francs dans notre exemple. Une somme que vous allez investir dans des placements archi-sûrs, comme des obligations de la Confédération, en n'oubliant pas de conserver en tout temps au moins six mois de dépenses courantes dans un compte d'épargne.

Ces placements ne vont quasi rien vous rapporter, mais ils vont au moins permettre de conserver la valeur de cette partie du capital face à l'inflation.



- **Investir le reste du capital:** placez le reste du capital – 2,1 millions de francs dans notre exemple – à plus long terme, dans un portefeuille équilibré, moitié actions, moitié obligations. Selon les résultats historiques de ce type de portefeuille, il devrait vous rapporter, dans une estimation très prudente, 3% par an, une fois les frais de gestion déduits. Au bout de dix ans, le rendement accumulé vous permet d'avoir dans votre compte un nouveau capital



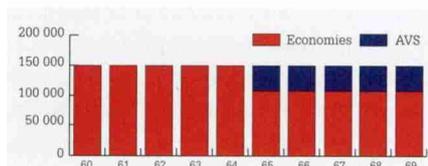
PME Magazine
1203 Genève
022/ 919 79 00
www.pme.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Magazines populaires
Tirage: 17'372
Parution: mensuelle

N° de thème: 220.051
N° d'abonnement: 220051
Page: 76
Surface: 401'178 mm²

d'environ 2,8 millions de francs.

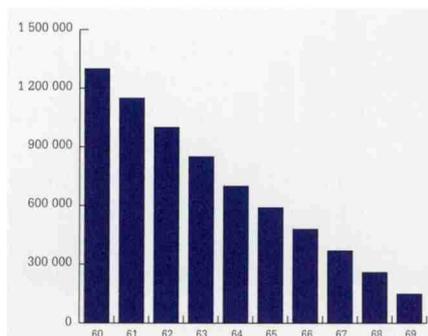
2 | De 60 à 69 ans



■ **Vos besoins financiers annuels pour vivre:** Pour la décennie suivante, on recommence l'exercice. Avec une différence de taille: à 65 ans, vous allez commencer à toucher l'AVS. Ce qui va réduire les ponctions nécessaires dans votre capital pour maintenir votre train de vie. Tablons que votre couple touche une rente AVS quasi complète.

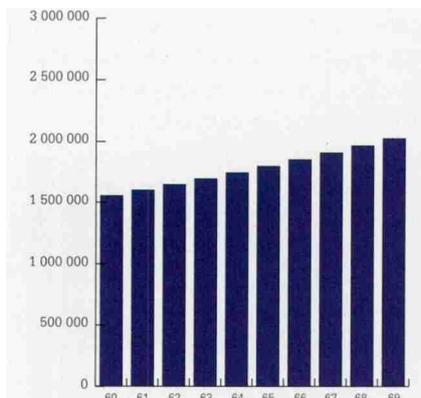
Chaque année, le premier pilier vous versera environ 40 000 francs, soit 200 000 francs entre 65 et 69 ans.

Vous allez donc ponctionner 150 000 francs par an dans votre épargne les cinq premières années, et seulement 110 000 francs les cinq dernières années.



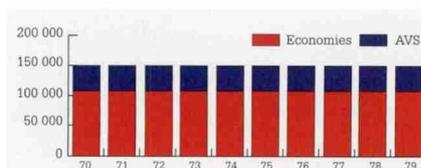
■ **Votre ponction dans vos économies pour la décennie:** Grâce à l'apport de l'AVS, vous ne prenez plus que 1,3 million de francs dans votre capital que vous mettez à nouveau dans un compte séparé, investi en obligations très sûres.

■ **Investir le reste du capital:** Il vous reste un capital de 1,5 million de francs, à placer comme précédemment, avec un rendement attendu de 3% par an. A la fin de la décen-

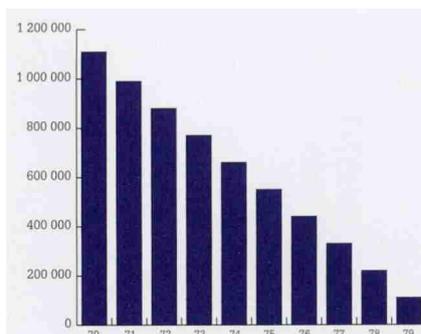


nie, vous aurez environ 2 millions en banque.

3 | De 70 à 79 ans



■ **Vos besoins financiers annuels pour vivre:** L'exercice recommence. Vos besoins pour vivre sans travailler restent de 150 000 francs par an, dont 40 000 francs proviennent des rentes AVS.



■ **Votre ponction dans vos économies pour la décennie:** Vos dépenses restent de 1,5 million de francs pour la décennie, mais, puisque vous allez toucher parallèlement dix ans de rentes AVS, vous ne ponctionnez plus que 1,1 million de francs dans votre capital, que vous mettez une fois de plus dans un compte séparé, inves-

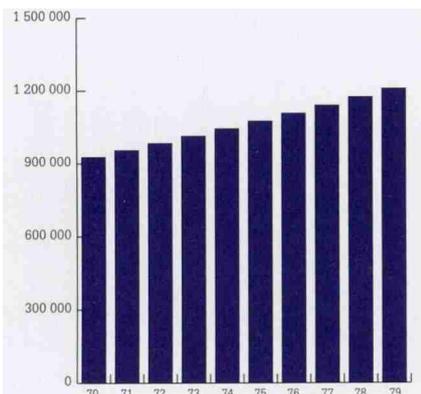


PME Magazine
1203 Genève
022/ 919 79 00
www.pme.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Magazines populaires
Tirage: 17'372
Parution: mensuelle

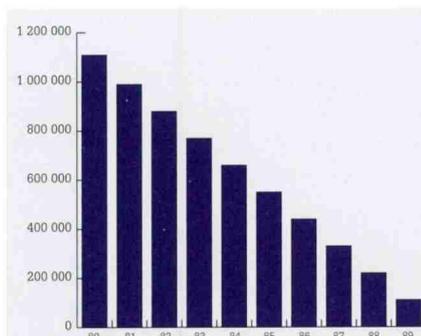
N° de thème: 220.051
N° d'abonnement: 220051
Page: 76
Surface: 401'178 mm²

ti en obligations très sûres.



■ **Investir le reste du capital:** Il vous reste 0,9 million à placer sur des produits plus risqués, qui, à la fin de la décennie, vous permettront d'avoir un capital de 1,2 million.

■ **Vos besoins financiers annuels pour vivre:** Vos besoins financiers annuels restent de 150 000 francs par an, dont 40 000 francs proviennent des rentes AVS.



■ **Votre ponction dans vos économies pour la décennie:** Rebelote pour cette nouvelle tranche de votre existence. Sans tenir compte du fait que vos besoins quotidiens, à cet âge, vont probablement fortement baisser. Vous ponctionnez toujours 1,1 million de francs dans votre capital (les

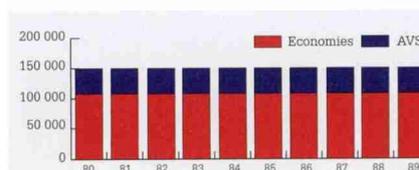
400 000 francs restants étant payés par l'AVS), que vous mettez une fois de plus dans un compte séparé, investi en obligations très sûres.

■ **Investir le reste du capital:** Plus grand-chose à faire dans ce chapitre. Il ne vous reste qu'un capital de 100 000 francs à placer, qui vous permettra de répondre à un éventuel coup dur inattendu.

5 | Est-il vraiment besoin de prévoir aussi loin?

L'espérance de vie actuelle à la naissance, en Suisse, est d'environ 80 ans pour les hommes et de 85 ans pour les femmes. Une espérance de vie qui augmente si vous avez déjà la cinquantaine ou la soixantaine, comme le montre le tableau ci-dessous. La probabilité que vous atteigniez les 90 ans, comme dans notre exemple, est assez faible mais comme elle n'est de loin pas nulle, mieux vaut être prudent dans vos calculs.

4 | De 80 à 89 ans



Age	Espérance
40 ans	41,5
45 ans	36,8
50 ans	32,1
55 ans	27,5
60 ans	23,2
65 ans	19,1

Vieux os. Plus on est vieux, plus l'espérance de vie s'allonge.



L'impact sur vos impôts

Si grosso modo rien ne change pour le fisc – que ayez une activité lucrative ou pas l'indiffère – un tel changement de vie a toute sorte de conséquences administratives qu'il ne faut pas oublier. Commençons avec les autorités fiscales.

1 | Les démarches à entreprendre

Aucune démarche particulière à entreprendre auprès des autorités fiscales, à l'exception d'une éventuelle adaptation de vos acomptes à la baisse, votre situation financière ayant probablement changé avec la fin de votre vie active. Cela se fait très simplement par un formulaire en ligne. Les simulations pour savoir quelle baisse des acomptes demander peuvent être faites avec le logiciel fiscal du canton où vous résidez.

2 | Privilégier les gains en capitaux

Un petit rappel: dans vos investissements, privilégiez les gains en capitaux aux dividendes ou aux intérêts. En effet, les premiers ne sont pas imposables alors que les seconds sont imposables comme n'importe quel revenu. Ce qui permet de faire des gains fiscaux importants, surtout sur le long terme.

3 | En cas de départ à l'étranger

Dans le cas où vous quittez la Suisse et vous installez à l'étranger, il faut l'annoncer au Contrôle des habitants de sa commune et régler sa situation fiscale avant de partir. Cela se passe simplement et ne demande que quelques jours à l'administration, avec une taxation qui ne prendra en compte que la période de l'année passée en Suisse.

4 | Conserver des comptes en Suisse?

Si vous avez établi la preuve de votre domicile à l'étranger, il n'y aura plus d'imposition sur la fortune mobilière en Suisse. En revanche l'impôt anticipé de 35% sera automatiquement retenu sur les intérêts de vos comptes et sur les dividendes versés. Un impôt que vous pourrez récupérer s'il existe une convention de double imposition entre la Suisse et votre nouveau pays de domicile. En ce qui concerne la fortune immobilière en Suisse, elle sera normalement imposée, comme si vous étiez toujours résident, sur le revenu de l'immeuble et sa valeur.

5 | Renoncer à tout domicile fiscal?

Et si je quitte la Suisse pour voyager, sans prendre de domicile fixe à l'étranger, que se passe-t-il? On pourrait espérer ne plus être soumis à aucune autorité fiscale. C'est malheureusement un rêve. En effet, le fisc exige la preuve d'un nouveau domicile avant de libérer les contribuables de leurs impôts. Dans le cas contraire, vous resterez imposé dans votre dernière commune de domicile. Le domicile fiscal et le domicile civil ne sont pas forcément identiques. Ainsi, il ne suffit pas d'aller annoncer au Contrôle des habitants de sa commune que l'on s'en va pour être délié du devoir de payer ses impôts.

Si vous n'avez pas de nouveau domicile fixe à l'étranger, il vous faudra laisser aux autorités fiscales le nom d'un représentant, qui pourra répondre aux demandes de l'administration et, le cas échéant, régler pour vous vos obligations fiscales. Dans le cas contraire, vous serez taxé d'office sur



la base de la dernière déclaration d'impôt connue de l'administration et vous devrez vous acquitter de votre dû à votre retour en Suisse. De plus, vous risquez bien de payer des intérêts moratoires de 3% sur les acomptes que vous n'aurez peut-être pas payés à temps.

Un conseil donc: pour éviter de se faire «rattraper par les Impôts», mieux vaut régler sa situation fiscale avant de partir, définitivement ou pour un long congé.



Quid de l'AVS?

Le départ de la vie active a également un impact sur votre prévoyance. Néanmoins, il est différent pour l'AVS, le 2e pilier et le 3e pilier. Tour d'horizon, en commençant logiquement par le premier pilier.

1 | Continuer à payer des cotisations?

Oui, c'est obligatoire, en s'affiliant en tant que personne sans activité lucrative. On peut bien entendu ne pas s'annoncer et ne plus rien payer, mais cela va avoir un impact important sur vos rentes à la retraite, les fameux «trous» dans les cotisations. En revanche, si l'on n'est plus domicilié en Suisse, on ne paie plus d'AVS. On est soumis au régime de sécurité sociale du pays d'accueil, selon la législation locale. Une exception: on peut demander à rester affilié à l'AVS si l'on s'installe dans un pays hors de l'Union européenne qui n'a pas de convention de sécurité sociale avec la Suisse.

On en trouve la liste sur www.ahv-iv.info. Cette demande d'assurance facultative doit être faite auprès de la Caisse suisse de compensation, à Genève, ou du consulat du pays dans lequel vous résidez.

2 | Combien va-t-on payer de cotisations?

Le montant est déterminé par rapport à votre

«Attention aux assurances prises en charge par votre employeur.»

Marc Bachmann,
Vaudoise Assurances

situation financière. On peut le calculer en ligne sur admin.ch (tapez «calcul des cotisations AVS des personnes inactives» dans votre moteur de recherche). Le montant minimum à payer est de 480 francs par an, si vous n'avez ni revenu ni fortune, le maximum de 24 000 francs. Ce montant est déductible de votre revenu imposable, dans votre déclaration fiscale. Pour calculer ce montant, sont pris en compte les rentes (2e pilier, 3e pilier, rentes viagères, etc.) et la fortune. A préciser que le rendement de la fortune n'est pas considéré comme un revenu.

3 | Quelle rente à la retraite?

La retraite AVS se calcule sur le revenu moyen valorisé de toute votre carrière. Si ce revenu moyen est supérieur au salaire de formation de la rente (environ 87 000 francs), vous allez toucher le montant maximal de la rente AVS. Sinon, vous ne toucherez qu'une partie de ce montant maximal. Célibataire, la rente minimale est de



14040 francs si l'on a cotisé pendant les 44 ans légaux, la rente maximale est le double. Marié, la rente maximale est de 42 120 francs pour le couple. Comment dès lors savoir quelle rente AVS vous allez toucher? Si l'on approche de la retraite, on peut demander une simulation à sa caisse de compensation. Normalement, elle le fait gratuitement la première fois et ensuite vous demande des frais administratifs. Sinon, on trouve des outils d'estimation sur Internet (tapez: «estimation d'une rente sur Escal» dans votre moteur de recherche).

4 | Et si l'on ne s'est pas déclaré?

Si vous ne vous êtes pas déclaré auprès de l'AVS quand vous avez cessé votre activité lucrative, lors de la demande de rente AVS, l'administration va s'apercevoir que vous avez des lacunes de cotisation. Elle va procéder à une affiliation rétroactive sur une durée maximale de cinq ans. Vous devrez dès lors payer vos cotisations en retard, auxquelles vont probablement s'ajouter des intérêts moratoires.

5 | Retraite anticipée?

La perception de la rente de vieillesse peut être anticipée jusqu'à deux ans avant l'âge légal de la retraite. Chaque année de retraite anticipée entraîne une baisse de 6,8% de sa rente. N'oubliez pas que la personne qui perçoit une rente anticipée doit continuer à cotiser à l'AVS jusqu'à l'âge ordinaire de la retraite.

Quid du 2e pilier?

Si les questions concernant le premier pilier sont assez simples – en effet, l'assujetti n'a guère le choix face à

l'administration – quand on touche au 2e pilier, cela devient plus complexe. Mieux vaut bien se préparer.

1 | Que devient mon 2e pilier?

Que devient votre 2e pilier si vous arrêtez de travailler avant l'âge légal de la retraite? En règle générale, vous allez devoir le maintenir sur un compte bloqué auprès d'une banque ou dans un compte de libre passage auprès d'une assurance. Il y a néanmoins quelques exceptions.

- Si vous achetez un immeuble, les mêmes règles s'appliquent que vous soyez encore actif ou non. Attention, ces règles sont devenues plus strictes si vous avez passé 50 ans. Vous ne pourrez en principe retirer que 50% du montant disponible.
- Si vous quittez la Suisse pour un pays de l'UE ou de l'AELE, vous devez laisser en Suisse le minimum légal (on peut en demander le calcul à sa caisse de pension) mais vous pourrez retirer le reste.
- En revanche, si vous partez dans un autre pays que l'UE ou l'AELE, vous pourrez tout retirer et utiliser votre capital à votre guise. Il devient votre argent, placé sous votre responsabilité.

2 | Quelle fondation de libre passage?

Quel compte bloqué ou quelle fondation de libre passage choisir pour votre 2e pilier? Vous êtes libre. Faites quand même attention au taux d'intérêt proposé. Certaines institutions sont plus généreuses que d'autres. Demandez des offres. C'est important car il y a parfois de grosses différences de taux entre les institutions, ce qui, à long terme, peut représenter une grosse différence en capital disponible.

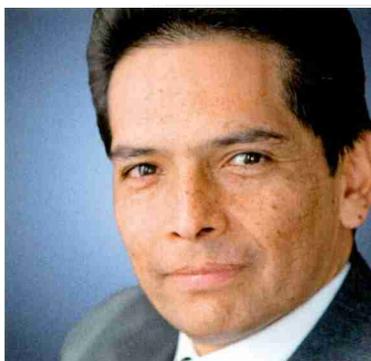
Sachez aussi que vous pouvez bloquer votre 2e pilier sur deux comptes de libre passage différents. Cela peut être fiscalement intéressant quand vous allez retirer



ce capital. Si vous avez deux comptes, vous pourrez le faire sur deux exercices fiscaux différents, avec comme conséquence une imposition plus faible.

3 | Quelles démarches administratives?

Une fois sélectionné un compte bloqué ou une fondation de libre passage, les démarches administratives sont normalement très simple: quelques formulaires à remplir.



«La préparation financière de l'arrêt de son activité professionnelle est un travail de longue haleine. Il ne faut négliger aucun sujet.»

Albert Gallegos, BCGE

4 | Peut-on continuer de cotiser?

Non, impossible si on ne travaille plus. On ne peut cotiser au 2e pilier que si l'on a une activité lucrative.

5 | Et à l'âge de la retraite?

Que devient le capital placé sur la fondation de libre passage une fois arrivé à l'âge légal de retraite? Cet argent est à votre disposition. A vous de le gérer. Sachez cependant que vous ne pourrez plus toucher automatiquement une rente, comme si vous étiez toujours affilié à une caisse de pension.

En revanche, il reste possible d'acheter des rentes auprès d'une banque ou d'une assurance, à travers une assurance vie ou une rente viagère par exemple. Mais les taux de conversion proposés sont nettement inférieurs à ceux des caisses de pension (actuellement 6,8% et probablement en baisse ces prochaines années).

6 | Quels impôts?

Quels sont les impôts à payer quand on retire le capital de son compte de libre passage? Cette somme est soumise à l'impôt ordinaire en Suisse, au même taux préférentiel que le capital du 2e pilier. Un taux qui va dépendre de la commune dans laquelle vous résidez au moment du versement du capital.

Il oscille entre 6 et 22% selon le lieu de domicile. Lors du retrait d'un million de francs, par exemple, en habitant Appenzell Rhodes-Intérieures il faut payer 60 000 francs d'impôts, tandis que le canton de Zurich réclame plus de 160 000 francs. Si l'on est domicilié à l'étranger lors de ce retrait, au lieu de l'impôt ordinaire on est imposé à la source, au siège de la fondation de libre passage. Une solution qui, en règle générale, se révèle plus intéressante pour le contribuable. Le canton le plus avantageux est Schwyz avec un impôt total d'environ 5%.



7 | Déménager pour payer moins d'impôts?

Changer de canton ou de commune peut aussi être un bon moyen pour payer moins d'impôts lors du retrait de son 2e pilier. Seulement, quand le faire? Ce qui compte, c'est votre domicile au moment où vous retirez votre deuxième pilier.

Et ce domicile doit être réel, pas seulement fiscal. Le fisc va le vérifier. Ce qui implique un déménagement physique réel dans une autre commune. A vous maintenant de calculer si les frais entraînés par ce déménagement sont inférieurs aux gains fiscaux attendus. Attention, l'imposition a lieu dans le canton où habite le bénéficiaire de cette prestation au moment de son échéance. Non pas, comme pour le reste des obligations fiscales, là où il habite le 31 décembre. Mieux vaut donc ne pas oublier la date de votre anniversaire.

8 | Et la retraite anticipée?

En cas de retraite anticipée, à partir de quel âge peut-on toucher une rente de son 2e pilier? Tout dépend du règlement de votre caisse de pension. En général, c'est possible cinq ans avant l'âge légal de la retraite. Parfois plus chez certaines caisses, même si elles ne le proclament pas urbi et orbi. Il faut leur faire la demande.

Evidemment qui dit retraite anticipée dit diminution des rentes versées par la caisse. Pour l'AVS, c'est 6,8% par an. Pour le 2e pilier, c'est plus compliqué: chaque caisse de pension peut décider librement du taux de conversion appliqué en cas de retraite anticipée. Ici encore, mieux vaut demander une simulation à sa caisse.

Quid du 3e pilier?

Finissons notre petit tour des conséquences de votre décision d'arrêter de travailler sur les institutions de prévoyance avec le 3e pilier. Les similitudes avec le 2e pilier étant grandes, ce chapitre sera donc court.

1 | Que devient mon 3e pilier?

C'est le même principe qu'avec le deuxième pilier, avec un peu plus de flexibilité. Il est possible de retirer son capital jusqu'à cinq ans avant l'âge légal de la retraite. Ou dès la fin de son activité professionnelle, en cas de départ à l'étranger.

2 | Quels seront les impôts?

Comme pour le deuxième pilier, tout va dépendre de la commune dans laquelle vous résidez. Et, en cas de résidence à l'étranger, il y aura une imposition à la source, dont le niveau dépendra de la commune dans laquelle est domicilié votre troisième pilier.

3 | Peut-on continuer d'investir?

Non, impossible, comme pour le 2e pilier, on ne peut cotiser au 3e pilier que si l'on a une activité lucrative.

Quid des assurances?

Une personne qui renonce à exercer une activité professionnelle rémunérée doit s'enquérir des couvertures prises habituellement en charge par l'entreprise, et donc qui vont échoir avec la cessation des rapports de travail. Faites très attention de ne pas oublier ce point, les conséquences d'une mauvaise couverture d'assurances pouvant être très onéreuses.



1 | Assurances décès et invalidité

Les couvertures décès et invalidité de la Caisse de pension de l'employeur échoient avec la cessation d'une activité rémunérée. Selon la situation personnelle, les professionnels conseillent de souscrire à des produits d'assurance vie incluant ces deux risques.

2 | Les accidents non professionnels

L'employé bénéficie d'une couverture de base pour les accidents non professionnels par le biais de l'employeur. Lorsque les rapports de travail s'éteignent définitivement, la couverture des frais médicaux doit obligatoirement être transférée auprès d'un assureur maladie LAMal.

N'oubliez pas que la personne qui arrête de travailler doit évaluer ses propres besoins en matière de complément accident. Il existe des couvertures optionnelles dans de nombreux domaines: capitaux décès et invalidité, hospitalisation en chambre privée ou semi-privée, frais de sauvetage, frais de rapatriement, soins à domicile, médecines complémentaires, indemnités journalières en cas d'hospitalisation, ce qui permet par exemple de louer les services d'une femme de ménage en cas d'hospitalisation, etc. L'incertitude des assureurs étant infinie, vous avez l'embaras du choix.

3 | Comment choisir?

Ces couvertures complémentaires peuvent être contractées aussi bien auprès de caisses maladie LAMal qu'auprès d'assureurs privés. Bien entendu, les primes varient en fonction des couvertures choisies.

L'offre de produits est vaste et relativement complexe. Les assureurs conseillent de se renseigner auprès d'un

professionnel de confiance. Tant les courtiers en assurances reconnus par la Finma que les conseillers directement rattachés à une compagnie d'assurances peuvent accompagner les personnes désireuses de cesser leurs activités professionnelles de manière anticipée.



«L'argent du 2e et du 3e pilier sera à votre disposition. Vous ne toucherez plus de rente. A vous de le gérer.»

Sonia Vonlanthen,
Vonlanthen Consulting

Ce à quoi il faut encore penser

La préparation financière de l'arrêt de son activité professionnelle est un travail de longue haleine. Il ne faut négliger aucun sujet, même ceux auxquels, a priori, on ne penserait pas. Par exemple:



1 | Son contrat de mariage

L'avantage de confier votre planification financière à un banquier comme Albert Gallegos, c'est qu'il pense à tout. Et par exemple à votre statut matrimonial, car on observe un pic de divorces au sortir de la vie active.

En effet, que va-t-il se passer en cas de séparation? Quelle sera la partie de la fortune accumulée par votre couple qui va vous revenir, fortune dans laquelle seront compris votre 2e et votre 3e pilier ainsi que vos biens immobiliers? Tout va dépendre de votre statut matrimonial et de la bonne tenue de vos archives financières, qui permettront par exemple de prouver au juge que telle somme provient d'un héritage.

Et l'on n'entre pas ici dans les situations vraiment complexes des personnes mariées plusieurs fois, avec des enfants de différents lits. A nouveau, mieux vaut s'adresser à un conseiller professionnel, qui saura démêler cet écheveau.

2 | Ses héritiers

Si vous adoptez un plan de vie, après l'arrêt de votre activité lucrative, tel que celui décrit ci-dessus, qui consomme petit à petit la totalité de votre capital, vos héritiers ne toucheront probablement rien à votre décès. Une donne qu'il faut aussi

prendre en compte. Mais là n'est pas vraiment le problème principal.

Après tout, vos enfants auront probablement fait leur vie et ils n'auront pas forcément besoin de votre argent. En revanche, faites bien attention dans votre planification financière que votre époux, épouse, compagnon ou compagne, qui partage avec vous cette vie, ne se retrouve pas sur la paille si vous décédez.

D'autant qu'en cas de décès, si rien n'est anticipé, il ou elle n'aura droit qu'à 50% de votre fortune si vous êtes mariés voire même rien si vous n'êtes pas mariés! Est-ce toujours suffisant pour vivre sans travailler? Il vaut probablement la peine de voir comment on peut se protéger de ces risques avec une assurance.

3 | Son immobilier

Dernier point important, vos biens immobiliers. Si vous les avez intégrés dans le capital dont vous aurez besoin pour vivre, cela va peut-être vous obliger un jour à les louer, les grever de nouvelles hypothèques, voire les vendre pour profiter de ce capital.

Est-ce quelque chose d'envisageable pour vous? Si oui, dans quelles conditions? Encore un point délicat qui nécessite l'aide d'un professionnel de la planification financière. ■



Online-Ausgabe

Bilan
1204 Genève
022/ 322 36 36
www.bilan.ch

Genre de média: Internet
Type de média: Magazines populaires
UUpM: 65'000
Page Visits: 261'380

[Lire en ligne](#)

N° de thème: 220.051
N° d'abonnement: 220051

Ces administrateurs incontournables des sociétés cotées au SMI

31 Juillet 2014

Par Serge Guertchakoff

Bilan a étudié le profil des personnalités qui siègent dans les conseils des vingt sociétés cotées au SMI. Résultat: en Suisse, un seul homme cumule plus de deux mandats: le Romand Jean-Pierre Roth.



Keystone/DR

Jean-Pierre Roth, 68 ans, ancien président de la BNS (2001-2009), est le seul administrateur à siéger dans trois conseils de société du SMI: Nestlé, Swatch Group, et Swiss Re.

Keystone/DR

Jean-Pierre Roth, 68 ans, ancien président de la BNS (2001-2009), est le seul administrateur à siéger dans trois conseils de société du SMI: Nestlé, Swatch Group, et Swiss Re.



Online-Ausgabe

Bilan
1204 Genève
022/ 322 36 36
www.bilan.ch

Genre de média: Internet
Type de média: Magazines populaires
UUpM: 65'000
Page Visits: 261'380

[Lire en ligne](#)

N° de thème: 220.051
N° d'abonnement: 220051



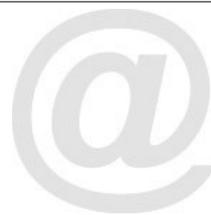
Keystone/DR

Peter Brabeck-Letmathe (à droite sur la photo) affiche deux mandats dans des sociétés cotées au SMI: Président de Nestlé, il est aussi vice-président de Credit Suisse. L'Autrichien de 69 ans, qui siège en outre chez L'oréal et Exxon Mobil, côtoie Walter Kielkholz au conseil de la grande banque helvétique. Agé de 63 ans, ce dernier préside encore Swiss Re, en plus d'être membre du conseil d'administration du think tank Avenir Suisse.

Keystone/DR

Peter Brabeck-Letmathe

(à droite sur la photo) affiche deux mandats dans des sociétés cotées au SMI: Président de Nestlé, il est aussi vice-président de Credit Suisse. L'Autrichien de 69 ans, qui siège en outre chez L'oréal et Exxon Mobil, côtoie Walter Kielkholz au conseil de la grande banque helvétique. Agé de 63 ans, ce dernier préside encore Swiss Re, en plus d'être membre du conseil d'administration du think tank Avenir Suisse.



Online-Ausgabe

Bilan
1204 Genève
022/ 322 36 36
www.bilan.ch

Genre de média: Internet
Type de média: Magazines populaires
UUpM: 65'000
Page Visits: 261'380

[Lire en ligne](#)

N° de thème: 220.051
N° d'abonnement: 220051



Keystone/DR

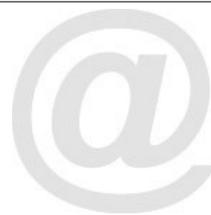
Successeur de Peter Brabeck à la direction opérationnelle de Nestlé, le Belge Paul Bulcke , 60 ans, est au board de L'Oréal (dont Nestlé est un important actionnaire), mais aussi de Roche Holding.

Keystone/DR

Successeur de Peter Brabeck à la direction opérationnelle de Nestlé, le Belge

Paul Bulcke

, 60 ans, est au board de L'Oréal (dont Nestlé est un important actionnaire), mais aussi de Roche Holding.



Online-Ausgabe

Bilan
1204 Genève
022/ 322 36 36
www.bilan.ch

Genre de média: Internet
Type de média: Magazines populaires
UUpM: 65'000
Page Visits: 261'380

[Lire en ligne](#)

N° de thème: 220.051
N° d'abonnement: 220051

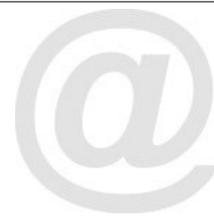


Keystone/DR

Belge également, Michel Demaré, 58 ans, préside Syngenta, mais il est aussi vice-président d'UBS. Cet ancien directeur financier d'ABB préside encore SwissHoldings (la Fédération suisse des groupes industriels et de services) et siège au conseil de fondation de l'influent institut IMD à Lausanne.

Keystone/DR

Belge également, Michel Demaré, 58 ans, préside Syngenta, mais il est aussi vice-président d'UBS. Cet ancien directeur financier d'ABB préside encore SwissHoldings (la Fédération suisse des groupes industriels et de services) et siège au conseil de fondation de l'influent institut IMD à Lausanne.



Online-Ausgabe

Bilan
1204 Genève
022/ 322 36 36
www.bilan.ch

Genre de média: Internet
Type de média: Magazines populaires
UUpM: 65'000
Page Visits: 261'380

[Lire en ligne](#)

N° de thème: 220.051
N° d'abonnement: 220051

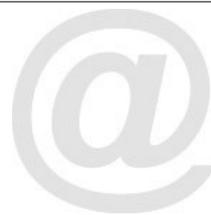


Keystone/DR

L'avocat suisse Felix Ehrat, 57 ans, directeur du family office du groupe Mueller-Moehl, siège au sein des conseils de Geberit et de Novartis (et aussi de Globalance Bank).

Keystone/DR

L'avocat suisse Felix Ehrat, 57 ans, directeur du family office du groupe Mueller-Moehl, siège au sein des conseils de Geberit et de Novartis (et aussi de Globalance Bank).



Online-Ausgabe

Bilan
1204 Genève
022/ 322 36 36
www.bilan.ch

Genre de média: Internet
Type de média: Magazines populaires
UUpM: 65'000
Page Visits: 261'380

[Lire en ligne](#)

N° de thème: 220.051
N° d'abonnement: 220051



Keystone/DR

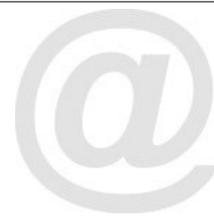
Unique femme parmi les administrateurs de sociétés du SMi à cumuler deux mandats, Beatrice Weder di Mauro , 49 ans siège chez Roche et UBS. Elle est aussi membre du conseil de ThyssenKrupp.

Keystone/DR

Unique femme parmi les administrateurs de sociétés du SMi à cumuler deux mandats, Beatrice Weder di Mauro , 49 ans siège chez Roche et UBS. Elle est aussi membre du conseil de ThyssenKrupp.

Date: 31.07.2014

Bilan LA RÉFÉRENCE SUISSE DE L'ÉCONOMIE



Online-Ausgabe

Bilan
1204 Genève
022/ 322 36 36
www.bilan.ch

Genre de média: Internet
Type de média: Magazines populaires
UUpM: 65'000
Page Visits: 261'380

[Lire en ligne](#)

N° de thème: 220.051
N° d'abonnement: 220051



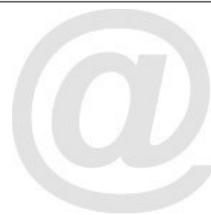
Keystone/DR

Ancien dirigeant de KPMG et fondateur de Gut Corporate Finance à Zurich, Alexander Gut , 51 ans, est dans les boards de Novartis et d'Holcim.

Keystone/DR

Ancien dirigeant de KPMG et fondateur de Gut Corporate Finance à Zurich, Alexander Gut , 51 ans, est dans les boards de Novartis et d'Holcim.

Date: 31.07.2014



Online-Ausgabe

Bilan
1204 Genève
022/ 322 36 36
www.bilan.ch

Genre de média: Internet
Type de média: Magazines populaires
UUpM: 65'000
Page Visits: 261'380

[Lire en ligne](#)

N° de thème: 220.051
N° d'abonnement: 220051

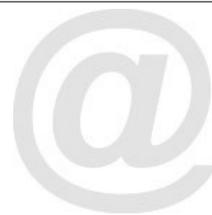


Keystone/DR

L'avocat Beat Hess, 65 ans, a longtemps œuvré chez ABB, désormais il siège chez Holcim, Nestlé et Sonova (une des dix plus grosses sociétés de l'indice du SMI MID).

Keystone/DR

L'avocat Beat Hess, 65 ans, a longtemps œuvré chez ABB, désormais il siège chez Holcim, Nestlé et Sonova (une des dix plus grosses sociétés de l'indice du SMI MID).



Online-Ausgabe

Bilan
1204 Genève
022/ 322 36 36
www.bilan.ch

Genre de média: Internet
Type de média: Magazines populaires
UUpM: 65'000
Page Visits: 261'380

[Lire en ligne](#)

N° de thème: 220.051
N° d'abonnement: 220051



Keystone/DR

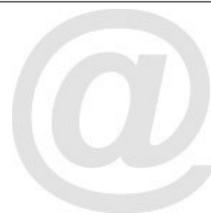
André Hoffmann , 63 ans, cumule les vice-présidences (Givaudan et Roche) où il représente l'actionnaire de référence. Il siège aussi au sein des conseils des groupes Amazentis et Genentech, ainsi qu'à l'INSEAD de Fontainebleau.

Keystone/DR

André Hoffmann

, 63 ans, cumule les vice-présidences (Givaudan et Roche) où il représente l'actionnaire de référence. Il siège aussi au sein des conseils des groupes Amazentis et Genentech, ainsi qu'à l'INSEAD de Fontainebleau.

Date: 31.07.2014



Online-Ausgabe

Bilan
1204 Genève
022/ 322 36 36
www.bilan.ch

Genre de média: Internet
Type de média: Magazines populaires
UUpM: 65'000
Page Visits: 261'380

[Lire en ligne](#)

N° de thème: 220.051
N° d'abonnement: 220051



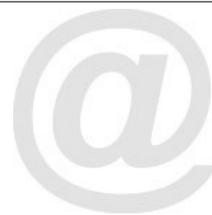
Keystone/DR

Erich Hunziker , 61 ans, œuvre chez Holcim et Roche. Il est également administrateur de Genentech et BB Biotech.

Keystone/DR

Erich Hunziker

, 61 ans, œuvre chez Holcim et Roche. Il est également administrateur de Genentech et BB Biotech.



Online-Ausgabe

Bilan
1204 Genève
022/ 322 36 36
www.bilan.ch

Genre de média: Internet
Type de média: Magazines populaires
UUpM: 65'000
Page Visits: 261'380

[Lire en ligne](#)

N° de thème: 220.051
N° d'abonnement: 220051



Keystone/DR

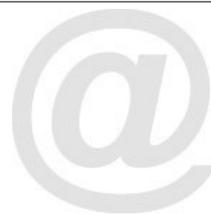
Andreas Koopmann , 63 ans, est le vice-président de Credit Suisse. L'ex-patron de Bobst est présent aussi chez Nestlé, Georg Fischer et au sein de l'association Swissmem.

Keystone/DR

Andreas Koopmann

, 63 ans, est le vice-président de Credit Suisse. L'ex-patron de Bobst est présent aussi chez Nestlé, Georg Fischer et au sein de l'association Swissmem.

Date: 31.07.2014



Online-Ausgabe

Bilan
1204 Genève
022/ 322 36 36
www.bilan.ch

Genre de média: Internet
Type de média: Magazines populaires
UUpM: 65'000
Page Visits: 261'380

[Lire en ligne](#)

N° de thème: 220.051
N° d'abonnement: 220051



Keystone/DR

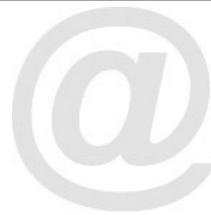
Hans Ulrich Märki , 68 ans, a renoncé ce printemps à son mandat chez ABB, mais il siège encore chez Swiss Re et Mettler-Toledo.

Keystone/DR

Hans Ulrich Märki

, 68 ans, a renoncé ce printemps à son mandat chez ABB, mais il siège encore chez Swiss Re et Mettler-Toledo.

Date: 31.07.2014



Online-Ausgabe

Bilan
1204 Genève
022/ 322 36 36
www.bilan.ch

Genre de média: Internet
Type de média: Magazines populaires
UUpM: 65'000
Page Visits: 261'380

[Lire en ligne](#)

N° de thème: 220.051
N° d'abonnement: 220051

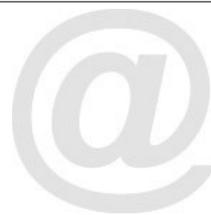


Keystone/DR

A 66 ans, Jürg Witmer assume la présidence de Givaudan et la vice-président de Syngenta.

Keystone/DR

A 66 ans, Jürg Witmer assume la présidence de Givaudan et la vice-président de Syngenta.



Online-Ausgabe

Bilan
1204 Genève
022/ 322 36 36
www.bilan.ch

Genre de média: Internet
Type de média: Magazines populaires
UUpM: 65'000
Page Visits: 261'380

[Lire en ligne](#)

N° de thème: 220.051
N° d'abonnement: 220051

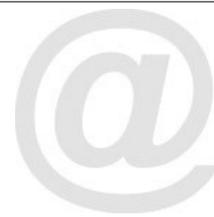


Keystone/DR

Avec 232,5 milliards de francs, Roche est la plus grosse capitalisation du SMI. Elle est suivie par Nestlé (224 milliards), Novartis (218), UBS (69), ABB (48,9), Richemont (48,2), Credit Suisse (43,9), Zurich Assurances (39,9), Swiss Re (32,8) et Syngenta (31,6)

Keystone/DR

Avec 232,5 milliards de francs, Roche est la plus grosse capitalisation du SMI. Elle est suivie par Nestlé (224 milliards), Novartis (218), UBS (69), ABB (48,9), Richemont (48,2), Credit Suisse (43,9), Zurich Assurances (39,9), Swiss Re (32,8) et Syngenta (31,6)



Online-Ausgabe

Bilan
1204 Genève
022/ 322 36 36
www.bilan.ch

Genre de média: Internet
Type de média: Magazines populaires
UUpM: 65'000
Page Visits: 261'380

[Lire en ligne](#)

N° de thème: 220.051
N° d'abonnement: 220051

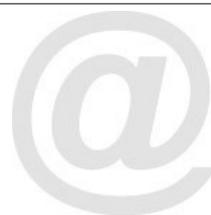


Keystone/DR

Si l'on classe les sociétés selon la nationalité de ses administrateurs, Swatch Group est l'entreprise la plus suisse du SMI. Elle affiche un conseil 100% helvétique! Viennent ensuite Swisscom (77,8% des membres de son conseil sont suisses), Givaudan (62,5%), Geberit (60%), Swiss Re (58,3%), Julius Baer (57,1%), Holcim (55,5%), Nestlé (46,2%), Roche (45,5%) et UBS (45,5%)

Keystone/DR

Si l'on classe les sociétés selon la nationalité de ses administrateurs, Swatch Group est l'entreprise la plus suisse du SMI. Elle affiche un conseil 100% helvétique! Viennent ensuite Swisscom (77,8% des membres de son conseil sont suisses), Givaudan (62,5%), Geberit (60%), Swiss Re (58,3%), Julius Baer (57,1%), Holcim (55,5%), Nestlé (46,2%), Roche (45,5%) et UBS (45,5%)



Online-Ausgabe

Bilan
1204 Genève
022/ 322 36 36
www.bilan.ch

Genre de média: Internet
Type de média: Magazines populaires
UUpM: 65'000
Page Visits: 261'380

[Lire en ligne](#)

N° de thème: 220.051
N° d'abonnement: 220051



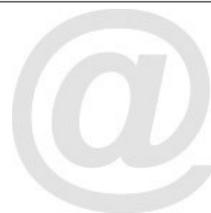
Keystone/DR

Si l'on regarde le nombre de femmes siégeant dans les conseils, c'est Nestlé qui se démarque (légèrement) avec 30,7% d'administratrices. Le groupe veveysan devance Syngenta (30%), Zurich Assurances (30%), UBS (27,3%), Swisscom (22,2%), Holcim (22,2%), Swatch Group (20%), Novartis (18,8%), Roche (18,2%) et Credit Suisse (15,4%).

Keystone/DR

Si l'on regarde le nombre de femmes siégeant dans les conseils, c'est Nestlé

qui se démarque (légèrement) avec 30,7% d'administratrices. Le groupe veveysan devance Syngenta (30%), Zurich Assurances (30%), UBS (27,3%), Swisscom (22,2%), Holcim (22,2%), Swatch Group (20%), Novartis (18,8%), Roche (18,2%) et Credit Suisse (15,4%).



Online-Ausgabe

Bilan
1204 Genève
022/ 322 36 36
www.bilan.ch

Genre de média: Internet
Type de média: Magazines populaires
UUpM: 65'000
Page Visits: 261'380

Lire en ligne

N° de thème: 220.051
N° d'abonnement: 220051



Keystone/DR

C'est chez Swisscom qu'on trouve le conseil d'administration le plus jeune, avec une moyenne d'âge des administrateurs de 50,8 ans. Suivent Julius Baer (55,7 ans), Credit Suisse (57,3), Holcim (57,4), Transocean (57,5), Roche (58,4), Geberit (58,6), Syngenta (59), UBS (59,1) et Adecco (59,6).

Keystone/DR

C'est chez Swisscom

qu'on trouve le conseil d'administration le plus jeune, avec une moyenne d'âge des administrateurs de 50,8 ans. Suivent Julius Baer (55,7 ans), Credit Suisse (57,3), Holcim (57,4), Transocean (57,5), Roche (58,4), Geberit (58,6), Syngenta (59), UBS (59,1) et Adecco (59,6).

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17

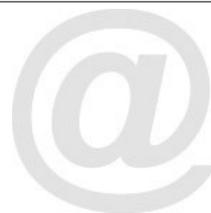
Previous Next

Gouvernance

Chez nos voisins français, on ne peut siéger au maximum que dans cinq conseils d'administration. En Suisse, on en est loin. Bilan a mené son enquête en analysant la composition des conseils d'administration des 20 sociétés cotées au SMI, l'indice des valeurs vedettes de la Swiss Exchange. Il faut savoir que certains ne comportent que cinq personnes (Swatch Group et Geberit) alors que d'autres vont jusqu'à dix-neuf (la Compagnie Financière Richemont).

Né en Valais sous le signe du Taureau, Jean-Pierre Roth, 68 ans, qui présida la direction de la BNS (2001-2009), parvient à siéger dans trois conseils de société du SMI: Nestlé (2

e plus grosse capitalisation de la Bourse suisse), où il est aussi au comité de rémunération avec Beat Hess,



[Lire en ligne](#)

Online-Ausgabe

Bilan
1204 Genève
022/ 322 36 36
www.bilan.ch

Genre de média: Internet
Type de média: Magazines populaires
UUpM: 65'000
Page Visits: 261'380

N° de thème: 220.051
N° d'abonnement: 220051

Daniel Borel et Andreas Koopmann; Swatch Group, où il est l'un des cinq membres de ce conseil, petit par sa taille alors que c'est la 11

e plus grosse capitalisation du SMI; et Swiss Re (9 e capitalisation).

Enfin, il préside le conseil de la Banque Cantonale de Genève, un canton qu'il connaît bien pour avoir étudié à l'Université au sein de l'Institut de hautes études internationales. Très courtisé, il est entré dans les conseils mentionnés dans les mois qui ont suivi son départ de la BNS.

Treize autres personnalités (dont dix Suisses) font presque aussi bien en cumulant deux mandats dans des sociétés du SMI. Parmi ces influents, commençons par Peter Brabeck-Letmathe. Cet Autrichien de 69 ans est connu pour avoir dirigé Nestlé de 1997 à 2008 et pour présider depuis lors la multinationale veveysane. Mais il est également vice-président de Credit Suisse et administrateur chez L'Oréal et Exxon Mobil.

Son successeur à la direction opérationnelle de Nestlé, le Belge Paul Bulcke, 60 ans, est logiquement au board de L'Oréal (dont Nestlé est un important actionnaire), mais aussi de Roche Holding.

Son compatriote belge Michel Demaré, 58 ans, est aussi bien placé. Non seulement il préside Syngenta, mais il est aussi vice-président d'UBS (réélu le 7 mai dernier par 97,45% des actionnaires représentés à l'Assemblée générale ordinaire). Cet ancien directeur financier d'ABB préside encore SwissHoldings (la Fédération suisse des groupes industriels et de services) et siège au conseil de fondation de l'influent institut IMD à Lausanne.

Plusieurs boards

Passons aux Suisses. Tout d'abord avec Felix Ehrat, 57 ans, directeur du family office du groupe Mueller-Moehl. Cet ancien associé de la firme d'avocats Baer & Karrer siège au sein des conseils de Geberit, Novartis et de Globalance Bank. Ancien dirigeant de KPMG et fondateur de Gut Corporate Finance à Zurich, Alexander Gut, 51 ans, est d'ores et déjà dans les boards de Novartis et d'Holcim.

L'avocat Beat Hess, 65 ans, a longtemps œuvré chez ABB, désormais il siège chez Holcim, Nestlé et Sonova (une des dix plus grosses sociétés de l'indice du SMI MID).

Pages 1

2

[suivant >](#)

[dernier »](#)

Articles en relation

[Administrateur, un mandat de plus en plus exposé](#)

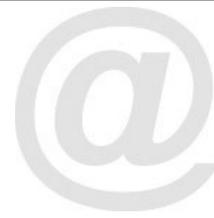
[Comment UBS met en œuvre l'initiative Minder](#)

[Conseil d'administration: quota de 40% de femmes rejeté](#)

Tags

Date: 31.07.2014

Bilan LA RÉFÉRENCE SUISSE DE L'ÉCONOMIE



Online-Ausgabe

Bilan
1204 Genève
022/ 322 36 36
www.bilan.ch

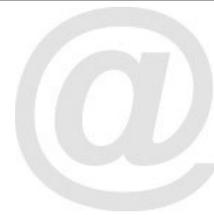
Genre de média: Internet
Type de média: Magazines populaires
UUpM: 65'000
Page Visits: 261'380

[Lire en ligne](#)

N° de thème: 220.051
N° d'abonnement: 220051

conseils d'administration

Gouvernance d'entreprise



Online-Ausgabe

BaZ Online
4002 Basel
061/ 639 19 89
bazonline.ch/

Genre de média: Internet
Type de média: Presse journ./hebd.
UUpM: 193'000
Page Visits: 4'010'592

[Lire en ligne](#)

N° de thème: 220.051
N° d'abonnement: 220051

Basel

«Ein Tabu für jedes Grossunternehmen»

Von Simon Schmid

Aktualisiert vor 47 Minuten
3 Kommentare

Welche Auswirkungen haben die Russland-Sanktionen der EU und der USA auf die Schweizer Wirtschaft? Dazu die wichtigsten Zahlen und Einschätzungen.



Russlands Staatsunternehmen sollen vom internationalen Kapitalmarkt abgeschnitten werden: Händler an der Börse in Moskau.

Bild: Keystone

Artikel zum Thema

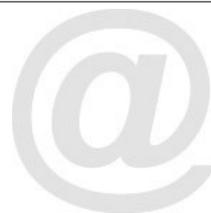
Teilen und kommentieren

#korrekturBoxTable

{margin-bottom:5px;}

#korrekturBoxTable label

{



Online-Ausgabe

BaZ Online
4002 Basel
061/ 639 19 89
bazonline.ch/

Genre de média: Internet
Type de média: Presse journ./hebd.
UUpM: 193'000
Page Visits: 4'010'592

[Lire en ligne](#)

N° de thème: 220.051
N° d'abonnement: 220051

```
font-size: 0.857em;
line-height: 1.667em;
cursor:pointer;
}
.ktbInput,#korrekturBoxSend{cursor:pointer;}
```

«Bärenstarke Exporte nach Russland», betitelt die Eidgenössische Zollverwaltung eine Medienmitteilung am Ende des vergangenen Jahres. Kurz vor den Winterspielen in Sotschi sollte der Stellenwert von Russland als Handelspartner aufgezeigt werden. Die Fakten dazu: Zwischen 1992 und 2012 wuchsen die Exporte um jährlich 12 Prozent. 2012 wurden Waren und Dienstleistungen im Wert von 3 Milliarden Franken exportiert – ein grosser Betrag, so scheint es.

Eine andere Statistik stammt von der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich. Sie schätzt, dass Schweizer Banken mit insgesamt 7 Milliarden Dollar in Russland engagiert sind. Auch die Schweizerische Nationalbank hat eine Zahl publiziert: 12,6 Milliarden Franken. So hoch war der Bestand an Schweizer Direktinvestitionen in Russland Ende 2012. Rund 600 russische Firmen mit total 73'000 Angestellten sollen eine Schweizer Kapitalbeteiligung haben.

Prozente und Promille

Die Milliardenzahlen mögen Russlands Bedeutung überhöht wiedergeben. Total exportiert die Schweiz jährlich Waren im Wert von über 200 Milliarden Franken. Nach Russland gehen also rund 1,5 Prozent davon. Die gesamten Forderungen von Schweizer Banken gegenüber der restlichen Welt betragen 1,7 Billionen Dollar und sind damit 250-mal so gross wie jene gegenüber Russland. 1,1 Billionen Franken beträgt derweil der globale Wert der Direktinvestitionen aus der Schweiz, den die SNB ausweist. Nach Russland gingen nur 1,2 Prozent davon.

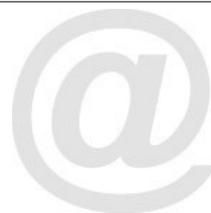
Aktuell spielen die Prozentwerte vor allem wegen der Sanktionen, welche die EU und die USA gestern ausgeweitet haben, eine Rolle. Die Sanktionen schränken unter anderem den Zugang russischer Banken zu den europäischen Kapitalmärkten ein und verbieten Waffenexporte. Auch die Ausfuhr gewisser Ausrüstungsgüter für die Öl- und Rüstungsindustrie wird verboten. Die Schweiz hat ihrerseits im April Massnahmen ergriffen, welche die Umgehung von Sanktionen verhindern sollen: Nun steht ein Nachvollzug der neuen EU- und US-Beschlüsse zur Diskussion.

Börse reagiert zögerlich

Würde dieser Schritt der hiesigen Wirtschaft schaden? Daten der Zollverwaltung zufolge sind die Exporte nach Russland bereits im zweiten Quartal um fast 20 Prozent zurückgegangen. Weder dies, noch weitere Beschlüsse sollen Ökonomen zufolge gravierende Folgen haben. «Die Auswirkungen der Sanktionen auf die Schweizer Volkswirtschaft dürften sich insgesamt im überschaubaren Rahmen halten», sagt David Marmet von der Zürcher Kantonalbank. Seiner Vermutung nach dürfte die Schweiz die verschärften Sanktionen grosso modo übernehmen. Was aber zum Status Quo keinen grossen Unterschied machen dürfte, so Marmet: «Die Umgehung von Sanktionen der EU oder der USA ist aus Sicht der Unternehmen ohnehin tabu.»

Betroffene Unternehmen

Im Fokus dürften demnach Einzelfälle stehen. Die grössten Russland-Investoren sind Nestlé, ABB, Holcim und Kronotec, eine Holzverarbeitungsfirma. An der Börse haben Nestlé und ABB heute leicht an Terrain gegenüber dem schwächelnden Gesamtmarkt verloren. Die Holcim-Aktie sank um 5 Prozent, was aber hauptsächlich auf das schlechte Quartalsergebnis zurückzuführen sein dürfte.



Online-Ausgabe

BaZ Online
4002 Basel
061/ 639 19 89
bazonline.ch/Genre de média: Internet
Type de média: Presse journ./hebd.
UUpM: 193'000
Page Visits: 4'010'592[Lire en ligne](#)N° de thème: 220.051
N° d'abonnement: 220051

Direkt von den Sanktionen tangiert sein könnte am ehesten ABB. Die Firma rüstet derzeit russische Eisbrecher, die in der Arktis auch nach Ölvorkommen suchen sollen, mit Antriebssystemen aus. Für ein privates Energieunternehmen statet ABB auch Flüssiggastanker mit Motorkomponenten aus. Wie das Researchunternehmen Zacks schreibt, hat ABB im russischen Öl- und Gasbereich viel investiert, die Firma betreibt in Russland 27 Büros und 6 Produktionsstandorte.

Begrenzt betroffen ist der Industriekonzern Bucher, der einen einstelligen Prozentanteil der Umsätze seiner Landmaschinensparte in Osteuropa und Russland erwirtschaftet. Die direkten Folgen der Ukraine Krise seien gering, so das Unternehmen. Beim Industrieunternehmen Sulzer räumt Chef Klaus Stahlmann ein, dass der Geschäftsgang in Russland zuletzt etwas gebremst worden sei. Das bei früherer Gelegenheit als « Zukunftsmarkt » betitelte Land sei mit einem Umsatzanteil von unter 5 Prozent derzeit aber noch nicht sehr relevant für Sulzer.

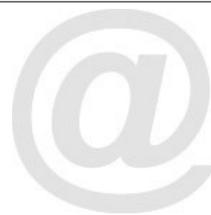
Untersagte Vorfinanzierungen

Exponiert sind auch die Rohstoffunternehmen Glencore, Vitol und Trafigura. Sie haben in den letzten Jahren verschiedene Vorfinanzierungsgeschäfte mit der staatlichen russischen Ölfirma Rosneft vereinbart. Die bereits abgeschlossenen Deals können zwar weiterlaufen, mit den neuen Sanktionen dürften diese Geschäfte künftig aber nicht mehr möglich sein. Obwohl es durchaus juristische Ausweichmöglichkeiten für die Sanktionen geben soll, wie etwa der Genfer Anwalt Matthew Parish gegenüber Bloomberg andeutet, verlor Glencore im heutigen Handel bis am Mittag 3 Prozent.

Die Schweiz nimmt im Rohstoffhandel mit Russland eine Schlüsselstellung ein. Allerdings sind die realwirtschaftlichen Verflechtungen dieses Sektors in der Schweiz eher klein. Involviert in die Rohstofffinanzierung sind auch Banken wie die Waadtländer und die Genfer Kantonalbank, oder auch Credit Suisse und UBS. Bei den grossen Investmentbanken spielt das Geschäft insgesamt aber eine untergeordnete Rolle. Profitieren könnte letztlich das Private Banking: Mit der guten Reputation blieben Schweizer Banken für vermögende Privatleute aus Russland attraktiv.
(baz.ch/Newsnet)

Erstellt: 30.07.2014, 15:07 Uhr

Date: 30.07.2014



Online-Ausgabe

Berner Zeitung AG
3001 Bern
031/ 330 31 33
www.bernerzeitung.ch

Genre de média: Internet
Type de média: Presse journ./hebd.
UUpM: 374'000
Page Visits: 3'288'299

[Lire en ligne](#)

N° de thème: 220.051
N° d'abonnement: 220051

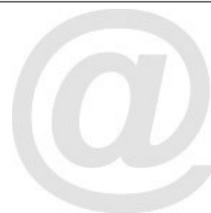


Simon Schmid
Reporter Wirtschaft

«Ein Tabu für jedes Grossunternehmen»

Aktualisiert vor 11 Minuten

Welche Auswirkungen haben die Russland-Sanktionen der EU und der USA auf die Schweizer Wirtschaft?
Dazu die wichtigsten Zahlen und Einschätzungen.



Online-Ausgabe

Berner Zeitung AG
3001 Bern
031/ 330 31 33
www.bernerzeitung.ch

Genre de média: Internet
Type de média: Presse journ./hebd.
UUpM: 374'000
Page Visits: 3'288'299

[Lire en ligne](#)

N° de thème: 220.051
N° d'abonnement: 220051



Russlands Staatsunternehmen sollen vom internationalen Kapitalmarkt abgeschnitten werden: Händler an der Börse in Moskau.

Bild: Keystone

Artikel zum Thema

Teilen und kommentieren

#korrekturBoxTable

```
{margin-bottom:5px;}
```

```
#korrekturBoxTable label
```

```
{
```

```
font-size: 0.857em;
```

```
line-height: 1.667em;
```

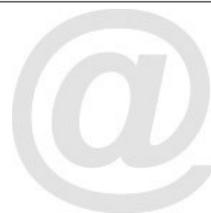
```
cursor:pointer;
```

```
}
```

```
.ktbInput,#korrekturBoxSend{cursor:pointer;}
```

«Bärenstarke Exporte nach Russland», betitelt die Eidgenössische Zollverwaltung eine Medienmitteilung am Ende des vergangenen Jahres. Kurz vor den Winterspielen in Sotschi sollte der Stellenwert von Russland als Handelspartner aufgezeigt werden. Die Fakten dazu: Zwischen 1992 und 2012 wuchsen die Exporte um jährlich 12 Prozent. 2012 wurden Waren und Dienstleistungen im Wert von 3 Milliarden Franken exportiert – ein grosser Betrag, so scheint es.

Eine andere Statistik stammt von der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich. Sie schätzt, dass



Online-Ausgabe

Berner Zeitung AG
3001 Bern
031/ 330 31 33
www.bernerzeitung.ch

Genre de média: Internet
Type de média: Presse journ./hebd.
UUpM: 374'000
Page Visits: 3'288'299

N° de thème: 220.051
N° d'abonnement: 220051

Schweizer Banken mit insgesamt 7 Milliarden Dollar in Russland engagiert sind. Auch die Schweizerische Nationalbank hat eine Zahl publiziert: 12,6 Milliarden Franken. So hoch war der Bestand an Schweizer Direktinvestitionen in Russland Ende 2012. Rund 600 russische Firmen mit total 73'000 Angestellten sollen eine Schweizer Kapitalbeteiligung haben.

Prozente und Promille

Die Milliardenzahlen mögen Russlands Bedeutung überhöht wiedergeben. Total exportiert die Schweiz jährlich Waren im Wert von über 200 Milliarden Franken. Nach Russland gehen also rund 1,5 Prozent davon. Die gesamten Forderungen von Schweizer Banken gegenüber der restlichen Welt betragen 1,7 Billionen Dollar und sind damit 250-mal so gross wie jene gegenüber Russland. 1,1 Billionen Franken beträgt derweil der globale Wert der Direktinvestitionen aus der Schweiz, den die SNB ausweist. Nach Russland gingen nur 1,2 Prozent davon.

Aktuell spielen die Prozentwerte vor allem wegen der Sanktionen, welche die EU und die USA gestern ausgeweitet haben, eine Rolle. Die Sanktionen schränken unter anderem den Zugang russischer Banken zu den europäischen Kapitalmärkten ein und verbieten Waffenexporte. Auch die Ausfuhr gewisser Ausrüstungsgüter für die Öl- und Rüstungsindustrie wird verboten. Die Schweiz hat ihrerseits im April Massnahmen ergriffen, welche die Umgehung von Sanktionen verhindern sollen: Nun steht ein Nachvollzug der neuen EU- und US-Beschlüsse zur Diskussion.

Börse reagiert zögerlich

Würde dieser Schritt der hiesigen Wirtschaft schaden? Daten der Zollverwaltung zufolge sind die Exporte nach Russland bereits im zweiten Quartal um fast 20 Prozent zurückgegangen. Weder dies, noch weitere Beschlüsse sollen Ökonomen zufolge gravierende Folgen haben. «Die Auswirkungen der Sanktionen auf die Schweizer Volkswirtschaft dürften sich insgesamt im überschaubaren Rahmen halten», sagt David Marmet von der Zürcher Kantonalbank. Seiner Vermutung nach dürfte die Schweiz die verschärften Sanktionen grosso modo übernehmen. Was aber zum Status Quo keinen grossen Unterschied machen dürfte, so Marmet: «Die Umgehung von Sanktionen der EU oder der USA ist aus Sicht der Unternehmen ohnehin tabu.»

Betroffene Unternehmen

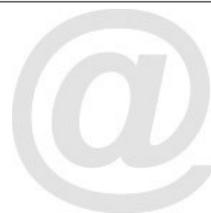
Im Fokus dürften demnach Einzelfälle stehen. Die grössten Russland-Investoren sind Nestlé, ABB, Holcim und Kronotec, eine Holzverarbeitungsfirma. An der Börse haben Nestlé und ABB heute leicht an Terrain gegenüber dem schwächelnden Gesamtmarkt verloren. Die Holcim-Aktie sank um 5 Prozent, was aber hauptsächlich auf das schlechte Quartalsergebnis zurückzuführen sein dürfte.

Direkt von den Sanktionen tangiert sein könnte am ehesten ABB. Die Firma rüstet derzeit russische Eisbrecher, die in der Arktis auch nach Ölvorkommen suchen sollen, mit Antriebssystemen aus. Für ein privates Energieunternehmen statet ABB auch Flüssiggastanker mit Motorkomponenten aus. Wie das Researchunternehmen Zacks schreibt, hat ABB im russischen Öl- und Gasbereich viel investiert, die Firma betreibt in Russland 27 Büros und 6 Produktionsstandorte.

Begrenzt betroffen ist der Industriekonzern Bucher, der einen einstelligen Prozentanteil der Umsätze seiner Landmaschinensparte in Osteuropa und Russland erwirtschaftet. Die direkten Folgen der Ukraine Krise seien gering, so das Unternehmen. Beim Industrieunternehmen Sulzer räumt Chef Klaus Stahlmann ein, dass der Geschäftsgang in Russland zuletzt etwas gebremst worden sei. Das bei früherer Gelegenheit als «Zukunftsmarkt» betitelt Land sei mit einem Umsatzanteil von unter 5 Prozent derzeit aber noch nicht sehr relevant für Sulzer.

Date: 30.07.2014

BERNER ZEITUNG **BZ**



Online-Ausgabe

Berner Zeitung AG
3001 Bern
031/ 330 31 33
www.bernerzeitung.ch

Genre de média: Internet
Type de média: Presse journ./hebd.
UUpM: 374'000
Page Visits: 3'288'299

Lire en ligne

N° de thème: 220.051
N° d'abonnement: 220051

Untersagte Vorfinanzierungen

Exponiert sind auch die Rohstoffunternehmen Glencore, Vitol und Trafigura. Sie haben in den letzten Jahren verschiedene Vorfinanzierungsgeschäfte mit der staatlichen russischen Ölfirma Rosneft vereinbart. Die bereits abgeschlossenen Deals können zwar weiterlaufen, mit den neuen Sanktionen dürften diese Geschäfte künftig aber nicht mehr möglich sein. Obwohl es durchaus juristische Ausweichmöglichkeiten für die Sanktionen geben soll, wie etwa der Genfer Anwalt Matthew Parish gegenüber Bloomberg andeutet, verlor Glencore im heutigen Handel bis am Mittag 3 Prozent.

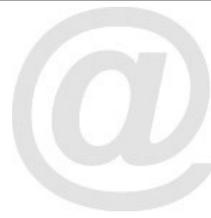
Die Schweiz nimmt im Rohstoffhandel mit Russland eine Schlüsselstellung ein. Allerdings sind die realwirtschaftlichen Verflechtungen dieses Sektors in der Schweiz eher klein. Involviert in die Rohstofffinanzierung sind auch Banken wie die Waadtländer und die Genfer Kantonalbank, oder auch Credit Suisse und UBS. Bei den grossen Investmentbanken spielt das Geschäft insgesamt aber eine untergeordnete Rolle. Profitieren könnte letztlich das Private Banking: Mit der guten Reputation blieben Schweizer Banken für vermögende Privatleute aus Russland attraktiv.

(Bernerzeitung.ch/Newsnet)

Erstellt: 30.07.2014, 15:07 Uhr

Date: 30.07.2014

BERNER OBERLÄNDER



Online-Ausgabe

Berner Oberländer
3600 Interlaken
033 225 15 55
bo.bernerzeitung.ch

Genre de média: Internet
Type de média: Presse journ./hebd.

[Lire en ligne](#)

N° de thème: 220.051
N° d'abonnement: 220051

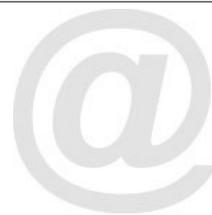


Simon Schmid
Reporter Wirtschaft

«Ein Tabu für jedes Grossunternehmen»

Aktualisiert vor 35 Minuten
3 Kommentare

Welche Auswirkungen haben die Russland-Sanktionen der EU und der USA auf die Schweizer Wirtschaft?
Dazu die wichtigsten Zahlen und Einschätzungen.



Online-Ausgabe

Berner Oberländer
3600 Interlaken
033 225 15 55
bo.bernerzeitung.ch

Genre de média: Internet
Type de média: Presse journ./hebd.

[Lire en ligne](#)

N° de thème: 220.051
N° d'abonnement: 220051



Russlands Staatsunternehmen sollen vom internationalen Kapitalmarkt abgeschnitten werden: Händler an der Börse in Moskau.

Bild: Keystone

Artikel zum Thema

Teilen und kommentieren

151632851557044 69474637264 de_DE 16814563

tr_fbConnectError

0

Artikel als E-Mail versenden

Empfänger (E-Mail)*

Absender (E-mail)*

3

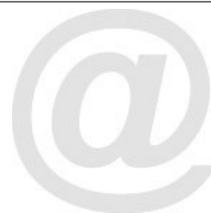
#korrekturBoxTable

{margin-bottom:5px;}

#korrekturBoxTable label

{

font-size: 0.857em;



Online-Ausgabe

Berner Oberländer
3600 Interlaken
033 225 15 55
bo.bernerzeitung.ch

Genre de média: Internet
Type de média: Presse journ./hebd.

Lire en ligne

N° de thème: 220.051
N° d'abonnement: 220051

```
line-height: 1.667em;
cursor:pointer;
}
.ktbInput,#korrekturBoxSend{cursor:pointer;}
```

«Bärenstarke Exporte nach Russland», betitelt die Eidgenössische Zollverwaltung eine Medienmitteilung am Ende des vergangenen Jahres. Kurz vor den Winterspielen in Sotschi sollte der Stellenwert von Russland als Handelspartner aufgezeigt werden. Die Fakten dazu: Zwischen 1992 und 2012 wuchsen die Exporte um jährlich 12 Prozent. 2012 wurden Waren und Dienstleistungen im Wert von 3 Milliarden Franken exportiert – ein grosser Betrag, so scheint es.

Eine andere Statistik stammt von der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich. Sie schätzt, dass Schweizer Banken mit insgesamt 7 Milliarden Dollar in Russland engagiert sind. Auch die Schweizerische Nationalbank hat eine Zahl publiziert: 12,6 Milliarden Franken. So hoch war der Bestand an Schweizer Direktinvestitionen in Russland Ende 2012. Rund 600 russische Firmen mit total 73'000 Angestellten sollen eine Schweizer Kapitalbeteiligung haben.

Prozente und Promille

Die Milliardenzahlen mögen Russlands Bedeutung überhöht wiedergeben. Total exportiert die Schweiz jährlich Waren im Wert von über 200 Milliarden Franken. Nach Russland gehen also rund 1,5 Prozent davon. Die gesamten Forderungen von Schweizer Banken gegenüber der restlichen Welt betragen 1,7 Billionen Dollar und sind damit 250-mal so gross wie jene gegenüber Russland. 1,1 Billionen Franken beträgt derweil der globale Wert der Direktinvestitionen aus der Schweiz, den die SNB ausweist. Nach Russland gingen nur 1,2 Prozent davon.

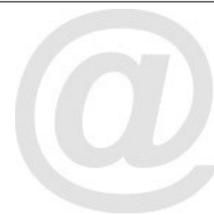
Aktuell spielen die Prozentwerte vor allem wegen der Sanktionen, welche die EU und die USA gestern ausgeweitet haben, eine Rolle. Die Sanktionen schränken unter anderem den Zugang russischer Banken zu den europäischen Kapitalmärkten ein und verbieten Waffenexporte. Auch die Ausfuhr gewisser Ausrüstungsgüter für die Öl- und Rüstungsindustrie wird verboten. Die Schweiz hat ihrerseits im April Massnahmen ergriffen, welche die Umgehung von Sanktionen verhindern sollen: Nun steht ein Nachvollzug der neuen EU- und US-Beschlüsse zur Diskussion.

Börse reagiert zögerlich

Würde dieser Schritt der hiesigen Wirtschaft schaden? Daten der Zollverwaltung zufolge sind die Exporte nach Russland bereits im zweiten Quartal um fast 20 Prozent zurückgegangen. Weder dies, noch weitere Beschlüsse sollen Ökonomen zufolge gravierende Folgen haben. «Die Auswirkungen der Sanktionen auf die Schweizer Volkswirtschaft dürften sich insgesamt im überschaubaren Rahmen halten», sagt David Marmet von der Zürcher Kantonalbank. Seiner Vermutung nach dürfte die Schweiz die verschärften Sanktionen grosso modo übernehmen. Was aber zum Status Quo keinen grossen Unterschied machen dürfte, so Marmet: «Die Umgehung von Sanktionen der EU oder der USA ist aus Sicht der Unternehmen ohnehin tabu.»

Betroffene Unternehmen

Im Fokus dürften demnach Einzelfälle stehen. Die grössten Russland-Investoren sind Nestlé, ABB, Holcim und Kronotec, eine Holzverarbeitungsfirma. An der Börse haben Nestlé und ABB heute leicht an Terrain gegenüber dem schwächelnden Gesamtmarkt verloren. Die Holcim-Aktie sank um 5 Prozent, was aber hauptsächlich auf das schlechte Quartalsergebnis zurückzuführen sein dürfte.



Online-Ausgabe

Berner Oberländer
3600 Interlaken
033 225 15 55
bo.bernerzeitung.ch

Genre de média: Internet
Type de média: Presse journ./hebd.

[Lire en ligne](#)

N° de thème: 220.051
N° d'abonnement: 220051

Direkt von den Sanktionen tangiert sein könnte am ehesten ABB. Die Firma rüstet derzeit russische Eisbrecher, die in der Arktis auch nach Ölvorkommen suchen sollen, mit Antriebssystemen aus. Für ein privates Energieunternehmen statet ABB auch Flüssiggastanker mit Motorkomponenten aus. Wie das Researchunternehmen Zacks schreibt, hat ABB im russischen Öl- und Gasbereich viel investiert, die Firma betreibt in Russland 27 Büros und 6 Produktionsstandorte.

Begrenzt betroffen ist der Industriekonzern Bucher, der einen einstelligen Prozentanteil der Umsätze seiner Landmaschinensparte in Osteuropa und Russland erwirtschaftet. Die direkten Folgen der Ukraine Krise seien gering, so das Unternehmen. Beim Industrieunternehmen Sulzer räumt Chef Klaus Stahlmann ein, dass der Geschäftsgang in Russland zuletzt etwas gebremst worden sei. Das bei früherer Gelegenheit als « Zukunftsmarkt » betitelte Land sei mit einem Umsatzanteil von unter 5 Prozent derzeit aber noch nicht sehr relevant für Sulzer.

Untersagte Vorfinanzierungen

Exponiert sind auch die Rohstoffunternehmen Glencore, Vitol und Trafigura. Sie haben in den letzten Jahren verschiedene Vorfinanzierungsgeschäfte mit der staatlichen russischen Ölfirma Rosneft vereinbart. Die bereits abgeschlossenen Deals können zwar weiterlaufen, mit den neuen Sanktionen dürften diese Geschäfte künftig aber nicht mehr möglich sein. Obwohl es durchaus juristische Ausweichmöglichkeiten für die Sanktionen geben soll, wie etwa der Genfer Anwalt Matthew Parish gegenüber Bloomberg andeutet, verlor Glencore im heutigen Handel bis am Mittag 3 Prozent.

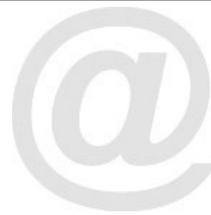
Die Schweiz nimmt im Rohstoffhandel mit Russland eine Schlüsselstellung ein. Allerdings sind die realwirtschaftlichen Verflechtungen dieses Sektors in der Schweiz eher klein. Involviert in die Rohstofffinanzierung sind auch Banken wie die Waadtländer und die Genfer Kantonalbank, oder auch Credit Suisse und UBS. Bei den grossen Investmentbanken spielt das Geschäft insgesamt aber eine untergeordnete Rolle. Profitieren könnte letztlich das Private Banking: Mit der guten Reputation blieben Schweizer Banken für vermögende Privatleute aus Russland attraktiv.

(Berlinerzeitung.ch/Newsnet)

Erstellt: 30.07.2014, 15:07 Uhr

Date: 30.07.2014

Der Bund



Online - Ausgabe

Der Bund
3001 Bern
031/ 385 11 11
www.derbund.ch

Genre de média: Internet
Type de média: Presse journ./hebd.
UUpM: 199'000
Page Visits: 1'680'013

[Lire en ligne](#)

N° de thème: 220.051
N° d'abonnement: 220051

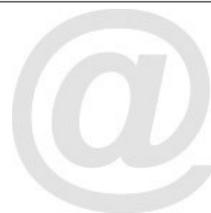


Simon Schmid
Reporter Wirtschaft

«Ein Tabu für jedes Grossunternehmen»

Aktualisiert vor 4 Minuten

Welche Auswirkungen haben die Russland-Sanktionen der EU und der USA auf die Schweizer Wirtschaft?
Dazu die wichtigsten Zahlen und Einschätzungen.



Online - Ausgabe

Der Bund
3001 Bern
031/ 385 11 11
www.derbund.ch

Genre de média: Internet
Type de média: Presse journ./hebd.
UUpM: 199'000
Page Visits: 1'680'013

[Lire en ligne](#)

N° de thème: 220.051
N° d'abonnement: 220051



Russlands Staatsunternehmen sollen vom internationalen Kapitalmarkt abgeschnitten werden: Händler an der Börse in Moskau.

Bild: Keystone

Artikel zum Thema

Teilen und kommentieren

#korrekturBoxTable

{margin-bottom:5px;}

#korrekturBoxTable label

{

font-size: 0.857em;

line-height: 1.667em;

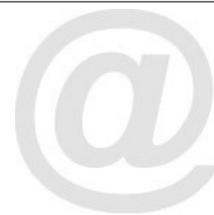
cursor:pointer;

}

.ktbInput,#korrekturBoxSend{cursor:pointer;}

«Bärenstarke Exporte nach Russland», betitelt die Eidgenössische Zollverwaltung eine Medienmitteilung am Ende des vergangenen Jahres. Kurz vor den Winterspielen in Sotschi sollte der Stellenwert von Russland als Handelspartner aufgezeigt werden. Die Fakten dazu: Zwischen 1992 und 2012 wuchsen die Exporte um jährlich 12 Prozent. 2012 wurden Waren und Dienstleistungen im Wert von 3 Milliarden Franken exportiert – ein grosser Betrag, so scheint es.

Eine andere Statistik stammt von der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich. Sie schätzt, dass



Online - Ausgabe

Der Bund
3001 Bern
031/ 385 11 11
www.derbund.ch

Genre de média: Internet
Type de média: Presse journ./hebd.
UUpM: 199'000
Page Visits: 1'680'013

[Lire en ligne](#)

N° de thème: 220.051
N° d'abonnement: 220051

Schweizer Banken mit insgesamt 7 Milliarden Dollar in Russland engagiert sind. Auch die Schweizerische Nationalbank hat eine Zahl publiziert: 12,6 Milliarden Franken. So hoch war der Bestand an Schweizer Direktinvestitionen in Russland Ende 2012. Rund 600 russische Firmen mit total 73'000 Angestellten sollen eine Schweizer Kapitalbeteiligung haben.

Prozente und Promille

Die Milliardenzahlen mögen Russlands Bedeutung überhöht wiedergeben. Total exportiert die Schweiz jährlich Waren im Wert von über 200 Milliarden Franken. Nach Russland gehen also rund 1,5 Prozent davon. Die gesamten Forderungen von Schweizer Banken gegenüber der restlichen Welt betragen 1,7 Billionen Dollar und sind damit 250-mal so gross wie jene gegenüber Russland. 1,1 Billionen Franken beträgt derweil der globale Wert der Direktinvestitionen aus der Schweiz, den die SNB ausweist. Nach Russland gingen nur 1,2 Prozent davon.

Aktuell spielen die Prozentwerte vor allem wegen der Sanktionen, welche die EU und die USA gestern ausgeweitet haben, eine Rolle. Die Sanktionen schränken unter anderem den Zugang russischer Banken zu den europäischen Kapitalmärkten ein und verbieten Waffenexporte. Auch die Ausfuhr gewisser Ausrüstungsgüter für die Öl- und Rüstungsindustrie wird verboten. Die Schweiz hat ihrerseits im April Massnahmen ergriffen, welche die Umgehung von Sanktionen verhindern sollen: Nun steht ein Nachvollzug der neuen EU- und US-Beschlüsse zur Diskussion.

Börse reagiert zögerlich

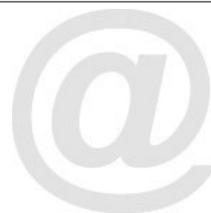
Würde dieser Schritt der hiesigen Wirtschaft schaden? Daten der Zollverwaltung zufolge sind die Exporte nach Russland bereits im zweiten Quartal um fast 20 Prozent zurückgegangen. Weder dies, noch weitere Beschlüsse sollen Ökonomen zufolge gravierende Folgen haben. «Die Auswirkungen der Sanktionen auf die Schweizer Volkswirtschaft dürften sich insgesamt im überschaubaren Rahmen halten», sagt David Marmet von der Zürcher Kantonalbank. Seiner Vermutung nach dürfte die Schweiz die verschärften Sanktionen grosso modo übernehmen. Was aber zum Status Quo keinen grossen Unterschied machen dürfte, so Marmet: «Die Umgehung von Sanktionen der EU oder der USA ist aus Sicht der Unternehmen ohnehin tabu.»

Betroffene Unternehmen

Im Fokus dürften demnach Einzelfälle stehen. Die grössten Russland-Investoren sind Nestlé, ABB, Holcim und Kronotec, eine Holzverarbeitungsfirma. An der Börse haben Nestlé und ABB heute leicht an Terrain gegenüber dem schwächelnden Gesamtmarkt verloren. Die Holcim-Aktie sank um 5 Prozent, was aber hauptsächlich auf das schlechte Quartalsergebnis zurückzuführen sein dürfte.

Direkt von den Sanktionen tangiert sein könnte am ehesten ABB. Die Firma rüstet derzeit russische Eisbrecher, die in der Arktis auch nach Ölvorkommen suchen sollen, mit Antriebssystemen aus. Für ein privates Energieunternehmen statet ABB auch Flüssiggastanker mit Motorkomponenten aus. Wie das Researchunternehmen Zacks schreibt, hat ABB im russischen Öl- und Gasbereich viel investiert, die Firma betreibt in Russland 27 Büros und 6 Produktionsstandorte.

Begrenzt betroffen ist der Industriekonzern Bucher, der einen einstelligen Prozentanteil der Umsätze seiner Landmaschinensparte in Osteuropa und Russland erwirtschaftet. Die direkten Folgen der Ukraine Krise seien gering, so das Unternehmen. Beim Industrieunternehmen Sulzer räumt Chef Klaus Stahlmann ein, dass der Geschäftsgang in Russland zuletzt etwas gebremst worden sei. Das bei früherer Gelegenheit als «Zukunftsmarkt» betitelte Land sei mit einem Umsatzanteil von unter 5 Prozent derzeit aber noch nicht sehr relevant für Sulzer.



[Lire en ligne](#)

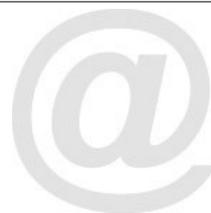
Untersagte Vorfinanzierungen

Exponiert sind auch die Rohstoffunternehmen Glencore, Vitol und Trafigura. Sie haben in den letzten Jahren verschiedene Vorfinanzierungsgeschäfte mit der staatlichen russischen Ölfirma Rosneft vereinbart. Die bereits abgeschlossenen Deals können zwar weiterlaufen, mit den neuen Sanktionen dürften diese Geschäfte künftig aber nicht mehr möglich sein. Obwohl es durchaus juristische Ausweichmöglichkeiten für die Sanktionen geben soll, wie etwa der Genfer Anwalt Matthew Parish gegenüber Bloomberg andeutet, verlor Glencore im heutigen Handel bis am Mittag 3 Prozent.

Die Schweiz nimmt im Rohstoffhandel mit Russland eine Schlüsselstellung ein. Allerdings sind die realwirtschaftlichen Verflechtungen dieses Sektors in der Schweiz eher klein. Involviert in die Rohstofffinanzierung sind auch Banken wie die Waadtländer und die Genfer Kantonalbank, oder auch Credit Suisse und UBS. Bei den grossen Investmentbanken spielt das Geschäft insgesamt aber eine untergeordnete Rolle. Profitieren könnte letztlich das Private Banking: Mit der guten Reputation blieben Schweizer Banken für vermögende Privatleute aus Russland attraktiv.

(DerBund.ch/Newsnet)

Erstellt: 30.07.2014, 15:07 Uhr



Online-Ausgabe

Tages-Anzeiger
8021 Zürich
044/ 248 41 11
www.tagesanzeiger.ch

Genre de média: Internet
Type de média: Presse journ./hebd.
UUpM: 1'072'000
Page Visits: 16'030'042

[Lire en ligne](#)

N° de thème: 220.051
N° d'abonnement: 220051

«Ein Tabu für jedes Grossunternehmen»

Welche Auswirkungen haben die Russland-Sanktionen der EU und der USA auf die Schweizer Wirtschaft? Dazu die wichtigsten Zahlen und Einschätzungen.



Russlands Staatsunternehmen sollen vom internationalen Kapitalmarkt abgeschnitten werden: Händler an der Börse in Moskau.

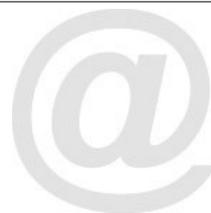
Bild: Keystone

Von Simon Schmid
Reporter Wirtschaft
@schmid_simon

Aktualisiert vor 20 Minuten

«Bärenstarke Exporte nach Russland», betitelt die Eidgenössische Zollverwaltung eine Medienmitteilung am Ende des vergangenen Jahres. Kurz vor den Winterspielen in Sotschi sollte der Stellenwert von Russland als Handelspartner aufgezeigt werden. Die Fakten dazu: Zwischen 1992 und 2012 wuchsen die Exporte um jährlich 12 Prozent. 2012 wurden Waren und Dienstleistungen im Wert von 3 Milliarden Franken exportiert – ein grosser Betrag, so scheint es.

Eine andere Statistik stammt von der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich. Sie schätzt, dass Schweizer Banken mit insgesamt 7 Milliarden Dollar in Russland engagiert sind. Auch die Schweizerische Nationalbank hat eine Zahl publiziert: 12,6 Milliarden Franken. So hoch war der Bestand an Schweizer Direktinvestitionen in Russland Ende 2012. Rund 600 russische Firmen mit total 73'000 Angestellten sollen eine Schweizer Kapitalbeteiligung haben.



Online-Ausgabe

Tages-Anzeiger
8021 Zürich
044/ 248 41 11
www.tagesanzeiger.ch

Genre de média: Internet
Type de média: Presse journ./hebd.
UUpM: 1'072'000
Page Visits: 16'030'042



N° de thème: 220.051
N° d'abonnement: 220051

Prozente und Promille

Die Milliardenzahlen mögen Russlands Bedeutung überhöht wiedergeben. Total exportiert die Schweiz jährlich Waren im Wert von über 200 Milliarden Franken. Nach Russland gehen also rund 1,5 Prozent davon. Die gesamten Forderungen von Schweizer Banken gegenüber der restlichen Welt betragen 1,7 Billionen Dollar und sind damit 250-mal so gross wie jene gegenüber Russland. 1,1 Billionen Franken beträgt derweil der globale Wert der Direktinvestitionen aus der Schweiz, den die SNB ausweist. Nach Russland gingen nur 1,2 Prozent davon.

Aktuell spielen die Prozentwerte vor allem wegen der Sanktionen, welche die EU und die USA gestern ausgeweitet haben, eine Rolle. Die Sanktionen schränken unter anderem den Zugang russischer Banken zu den europäischen Kapitalmärkten ein und verbieten Waffenexporte. Auch die Ausfuhr gewisser Ausrüstungsgüter für die Öl- und Rüstungsindustrie wird verboten. Die Schweiz hat ihrerseits im April Massnahmen ergriffen, welche die Umgehung von Sanktionen verhindern sollen: Nun steht ein Nachvollzug der neuen EU- und US-Beschlüsse zur Diskussion.

Börse reagiert zögerlich

Würde dieser Schritt der hiesigen Wirtschaft schaden? Daten der Zollverwaltung zufolge sind die Exporte nach Russland bereits im zweiten Quartal um fast 20 Prozent zurückgegangen. Weder dies, noch weitere Beschlüsse sollen Ökonomen zufolge gravierende Folgen haben. «Die Auswirkungen der Sanktionen auf die Schweizer Volkswirtschaft dürften sich insgesamt im überschaubaren Rahmen halten», sagt David Marmet von der Zürcher Kantonalbank. Seiner Vermutung nach dürfte die Schweiz die verschärften Sanktionen grosso modo übernehmen. Was aber zum Status Quo keinen grossen Unterschied machen dürfte, so Marmet: «Die Umgehung von Sanktionen der EU oder der USA ist aus Sicht der Unternehmen ohnehin tabu.»

Betroffene Unternehmen

Im Fokus dürften demnach Einzelfälle stehen. Die grössten Russland-Investoren sind Nestlé, ABB, Holcim und Kronotec, eine Holzverarbeitungsfirma. An der Börse haben Nestlé und ABB heute leicht an Terrain gegenüber dem schwächelnden Gesamtmarkt verloren. Die Holcim-Aktie sank um 5 Prozent, was aber hauptsächlich auf das schlechte Quartalsergebnis zurückzuführen sein dürfte.

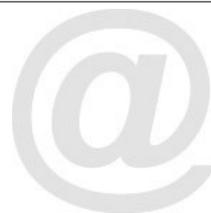
Direkt von den Sanktionen tangiert sein könnte am ehesten ABB. Die Firma rüstet derzeit russische Eisbrecher, die in der Arktis auch nach Ölvorkommen suchen sollen, mit Antriebssystemen aus. Für ein privates Energieunternehmen statet ABB auch Flüssiggastanker mit Motorkomponenten aus. Wie das Researchunternehmen Zacks schreibt, hat ABB im russischen Öl- und Gasbereich viel investiert, die Firma betreibt in Russland 27 Büros und 6 Produktionsstandorte.

Begrenzt betroffen ist der Industriekonzern Bucher, der einen einstelligen Prozentanteil der Umsätze seiner Landmaschinensparte in Osteuropa und Russland erwirtschaftet. Die direkten Folgen der Ukraine Krise seien gering, so das Unternehmen. Beim Industrieunternehmen Sulzer räumt Chef Klaus Stahlmann ein, dass der Geschäftsgang in Russland zuletzt etwas gebremst worden sei. Das bei früherer Gelegenheit als «Zukunftsmarkt» betitelte Land sei mit einem Umsatzanteil von unter 5 Prozent derzeit aber noch nicht sehr relevant für Sulzer.

Untersagte Vorfinanzierungen

Date: 30.07.2014

Tages-Anzeiger



Online-Ausgabe

Tages-Anzeiger
8021 Zürich
044/ 248 41 11
www.tagesanzeiger.ch

Genre de média: Internet
Type de média: Presse journ./hebd.
UUpM: 1'072'000
Page Visits: 16'030'042

[Lire en ligne](#)

N° de thème: 220.051
N° d'abonnement: 220051

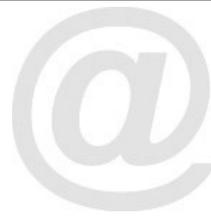
Exponisiert sind auch die Rohstoffunternehmen Glencore, Vitol und Trafigura. Sie haben in den letzten Jahren verschiedene Vorfinanzierungsgeschäfte mit der staatlichen russischen Ölfirma Rosneft vereinbart. Die bereits abgeschlossenen Deals können zwar weiterlaufen, mit den neuen Sanktionen dürften diese Geschäfte künftig aber nicht mehr möglich sein. Obwohl es durchaus juristische Ausweichmöglichkeiten für die Sanktionen geben soll, wie etwa der Genfer Anwalt Matthew Parish gegenüber Bloomberg andeutet, verlor Glencore im heutigen Handel bis am Mittag 3 Prozent.

Die Schweiz nimmt im Rohstoffhandel mit Russland eine Schlüsselstellung ein. Allerdings sind die realwirtschaftlichen Verflechtungen dieses Sektors in der Schweiz eher klein. Involviert in die Rohstofffinanzierung sind auch Banken wie die Waadtländer und die Genfer Kantonalbank, oder auch Credit Suisse und UBS. Bei den grossen Investmentbanken spielt das Geschäft insgesamt aber eine untergeordnete Rolle. Profitieren könnte letztlich das Private Banking: Mit der guten Reputation blieben Schweizer Banken für vermögende Privatleute aus Russland attraktiv.

(Tagesanzeiger.ch/Newsnet)
(Erstellt: 30.07.2014, 15:07 Uhr)

Date: 30.07.2014

THUNER TAGBLATT TT



Online-Ausgabe

Thuner Tagblatt
3602 Thun
033/ 225 15 55
www.tt.bernerzeitung.ch

Genre de média: Internet
Type de média: Presse journ./hebd.

[Lire en ligne](#)

N° de thème: 220.051
N° d'abonnement: 220051

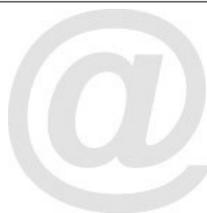


Simon Schmid
Reporter Wirtschaft

«Ein Tabu für jedes Grossunternehmen»

Aktualisiert vor 52 Minuten
3 Kommentare

Welche Auswirkungen haben die Russland-Sanktionen der EU und der USA auf die Schweizer Wirtschaft?
Dazu die wichtigsten Zahlen und Einschätzungen.



Online-Ausgabe

Thuner Tagblatt
3602 Thurn
033/ 225 15 55

www.tt.bernerzeitung.ch

Genre de média: Internet
Type de média: Presse journ./hebd.

Lire en ligne

N° de thème: 220.051
N° d'abonnement: 220051

Russlands Staatsunternehmen sollen vom internationalen Kapitalmarkt abgeschnitten werden: Händler an der Börse in Moskau.

Bild: Keystone

Artikel zum Thema

Teilen und kommentieren

#korrekturBoxTable

{margin-bottom:5px;}

#korrekturBoxTable label

{

font-size: 0.857em;

line-height: 1.667em;

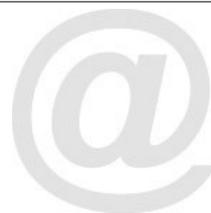
cursor:pointer;

}

.ktbInput,#korrekturBoxSend{cursor:pointer;}

«Bärenstarke Exporte nach Russland», betitelt die Eidgenössische Zollverwaltung eine Medienmitteilung am Ende des vergangenen Jahres. Kurz vor den Winterspielen in Sotschi sollte der Stellenwert von Russland als Handelspartner aufgezeigt werden. Die Fakten dazu: Zwischen 1992 und 2012 wuchsen die Exporte um jährlich 12 Prozent. 2012 wurden Waren und Dienstleistungen im Wert von 3 Milliarden Franken exportiert – ein grosser Betrag, so scheint es.

Eine andere Statistik stammt von der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich. Sie schätzt, dass



Online-Ausgabe

Thuner Tagblatt
3602 Thurn
033/ 225 15 55

www.tt.bernerzeitung.ch

Genre de média: Internet
Type de média: Presse journ./hebd.

Lire en ligne

N° de thème: 220.051
N° d'abonnement: 220051

Schweizer Banken mit insgesamt 7 Milliarden Dollar in Russland engagiert sind. Auch die Schweizerische Nationalbank hat eine Zahl publiziert: 12,6 Milliarden Franken. So hoch war der Bestand an Schweizer Direktinvestitionen in Russland Ende 2012. Rund 600 russische Firmen mit total 73'000 Angestellten sollen eine Schweizer Kapitalbeteiligung haben.

Prozente und Promille

Die Milliardenzahlen mögen Russlands Bedeutung überhöht wiedergeben. Total exportiert die Schweiz jährlich Waren im Wert von über 200 Milliarden Franken. Nach Russland gehen also rund 1,5 Prozent davon. Die gesamten Forderungen von Schweizer Banken gegenüber der restlichen Welt betragen 1,7 Billionen Dollar und sind damit 250-mal so gross wie jene gegenüber Russland. 1,1 Billionen Franken beträgt derweil der globale Wert der Direktinvestitionen aus der Schweiz, den die SNB ausweist. Nach Russland gingen nur 1,2 Prozent davon.

Aktuell spielen die Prozentwerte vor allem wegen der Sanktionen, welche die EU und die USA gestern ausgeweitet haben, eine Rolle. Die Sanktionen schränken unter anderem den Zugang russischer Banken zu den europäischen Kapitalmärkten ein und verbieten Waffenexporte. Auch die Ausfuhr gewisser Ausrüstungsgüter für die Öl- und Rüstungsindustrie wird verboten. Die Schweiz hat ihrerseits im April Massnahmen ergriffen, welche die Umgehung von Sanktionen verhindern sollen: Nun steht ein Nachvollzug der neuen EU- und US-Beschlüsse zur Diskussion.

Börse reagiert zögerlich

Würde dieser Schritt der hiesigen Wirtschaft schaden? Daten der Zollverwaltung zufolge sind die Exporte nach Russland bereits im zweiten Quartal um fast 20 Prozent zurückgegangen. Weder dies, noch weitere Beschlüsse sollen Ökonomen zufolge gravierende Folgen haben. «Die Auswirkungen der Sanktionen auf die Schweizer Volkswirtschaft dürften sich insgesamt im überschaubaren Rahmen halten», sagt David Marmet von der Zürcher Kantonalbank. Seiner Vermutung nach dürfte die Schweiz die verschärften Sanktionen grosso modo übernehmen. Was aber zum Status Quo keinen grossen Unterschied machen dürfte, so Marmet: «Die Umgehung von Sanktionen der EU oder der USA ist aus Sicht der Unternehmen ohnehin tabu.»

Betroffene Unternehmen

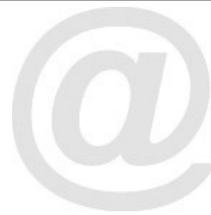
Im Fokus dürften demnach Einzelfälle stehen. Die grössten Russland-Investoren sind Nestlé, ABB, Holcim und Kronotec, eine Holzverarbeitungsfirma. An der Börse haben Nestlé und ABB heute leicht an Terrain gegenüber dem schwächelnden Gesamtmarkt verloren. Die Holcim-Aktie sank um 5 Prozent, was aber hauptsächlich auf das schlechte Quartalsergebnis zurückzuführen sein dürfte.

Direkt von den Sanktionen tangiert sein könnte am ehesten ABB. Die Firma rüstet derzeit russische Eisbrecher, die in der Arktis auch nach Ölvorkommen suchen sollen, mit Antriebssystemen aus. Für ein privates Energieunternehmen stattet ABB auch Flüssiggastanker mit Motorkomponenten aus. Wie das Researchunternehmen Zacks schreibt, hat ABB im russischen Öl- und Gasbereich viel investiert, die Firma betreibt in Russland 27 Büros und 6 Produktionsstandorte.

Begrenzt betroffen ist der Industriekonzern Bucher, der einen einstelligen Prozentanteil der Umsätze seiner Landmaschinensparte in Osteuropa und Russland erwirtschaftet. Die direkten Folgen der Ukraine Krise seien gering, so das Unternehmen. Beim Industrieunternehmen Sulzer räumt Chef Klaus Stahlmann ein, dass der Geschäftsgang in Russland zuletzt etwas gebremst worden sei. Das bei früherer Gelegenheit als «Zukunftsmarkt» betitelte Land sei mit einem Umsatzanteil von unter 5 Prozent derzeit aber noch nicht sehr relevant für Sulzer.

Date: 30.07.2014

THUNER TAGBLATT TT



Online-Ausgabe

Thuner Tagblatt
3602 Thun
033/ 225 15 55
www.tt.bernerzeitung.ch

Genre de média: Internet
Type de média: Presse journ./hebd.

[Lire en ligne](#)

N° de thème: 220.051
N° d'abonnement: 220051

Untersagte Vorfinanzierungen

Exponiert sind auch die Rohstoffunternehmen Glencore, Vitol und Trafigura. Sie haben in den letzten Jahren verschiedene Vorfinanzierungsgeschäfte mit der staatlichen russischen Ölfirma Rosneft vereinbart. Die bereits abgeschlossenen Deals können zwar weiterlaufen, mit den neuen Sanktionen dürften diese Geschäfte künftig aber nicht mehr möglich sein. Obwohl es durchaus juristische Ausweichmöglichkeiten für die Sanktionen geben soll, wie etwa der Genfer Anwalt Matthew Parish gegenüber Bloomberg andeutet, verlor Glencore im heutigen Handel bis am Mittag 3 Prozent.

Die Schweiz nimmt im Rohstoffhandel mit Russland eine Schlüsselstellung ein. Allerdings sind die realwirtschaftlichen Verflechtungen dieses Sektors in der Schweiz eher klein. Involviert in die Rohstofffinanzierung sind auch Banken wie die Waadtländer und die Genfer Kantonalbank, oder auch Credit Suisse und UBS. Bei den grossen Investmentbanken spielt das Geschäft insgesamt aber eine untergeordnete Rolle. Profitieren könnte letztlich das Private Banking: Mit der guten Reputation blieben Schweizer Banken für vermögende Privatleute aus Russland attraktiv.
(Bernerzeitung.ch/Newsnet)

Erstellt: 30.07.2014, 15:07 Uhr